

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 309 - FÉVRIER 2020

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 309

Viandes bovines

- Prévisions bovines 2020 : le repli des cheptels entraînera une baisse de production

Jeunes bovins

France

- La hausse saisonnière des cours s'est arrêtée pour les meilleures conformations

Europe

- Les cours démarrent l'année au plus bas, sauf en Italie

Femelles

France

- Prix dégradés malgré le repli de l'offre

Europe

- Les cours remontent

Maigre

- Le manque d'offre de plus en plus marqué

Veaux de boucherie

- L'offre contenue soutient les prix

Veaux nourrissons

- Pas d'embellie en vue

Lait de vache

Collecte laitière

- Production rétablie en France
- La collecte européenne progresse en décembre et sur l'année 2019

Marché des produits laitiers

- Un marché bien orienté mais sous la menace du coronavirus

Viande ovine

France

- L'offre limitée freine la baisse saisonnière du cours de l'agneau

UE et monde

- L'offre mondiale se contracte

Lait de chèvre et viande

Prix du lait de chèvre

- Légère progression du prix de lait de chèvre

Où va le bœuf ? Vers davantage de restauration hors domicile et toujours plus de transformation

Début d'année contrasté

Le marché européen de la viande de gros bovins reste globalement morose et les cours sont bas. Les prix des mâles sont à la baisse, même en Italie depuis peu. Si les prix des vaches de réforme continuent de s'effriter en France, ils se redressent néanmoins ailleurs en Europe.

Malgré une offre durablement en baisse, les cours des brouards débutent l'année en repli par rapport à 2019.

Le marché du veau de boucherie reste fluide, mais cela ne suffit pas à redresser le marché des veaux nourrissons.

Viandes bovines »

Prévisions bovines 2020 : le repli des cheptels entraînera une baisse de production

La réduction des cheptels laitier et allaitant, touchant toutes les catégories de sexe et d'âge, conduira nécessairement à une nouvelle baisse de la production de viande bovine en 2020 (-2% /2019 d'après nos prévisions). La chute de la production de femelles comptera pour plus des ¾ de la baisse totale.

Moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de 3% /2019.

Les réformes allaitantes seront ralenties (-3,6%) en raison du recul des effectifs de génisses de renouvellement prêtes à entrer en production. Pour autant, le cheptel poursuivrait sa baisse au même rythme qu'en 2019.

Les abattages de génisses de boucherie se réduiraient moins fortement (-2,5%) après le pic enregistré en 2018.

Les réformes laitières reculeraient de 3,4% en prenant l'hypothèse d'une érosion de cheptel sur l'année 2020 de 1%. Comme dans le cheptel allaitant, les génisses de renouvellement sont très peu nombreuses. Les éleveurs devront donc garder leurs vaches pour produire, la conjoncture laitière s'annonçant plutôt meilleure qu'en 2019.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons baisserait d'environ 1%.

L'engraissement de jeunes bovins de type lait poursuit son déclin. Les effectifs mis en place pour des sorties en 2020 sont ainsi toujours en baisse.

Les sorties de jeunes bovins de type viande diminueront également globalement sur l'année, quoique moins fortement. Elles pourraient rebondir durant le 1er semestre 2020 par rapport au 1er semestre 2019, particulièrement bas à la suite de la forte baisse des naissances dans le cheptel allaitant à l'automne 2017.

Après des chutes de plus de 9% en 2018 et 2019, la production de bœufs se réduira à nouveau en 2020 mais moins fortement (-3,5% /2019). En effet, le recul des effectifs de mâles de 24 à 36 mois en BDNI au 1er décembre était moindre que les années précédentes.

Moins de brouards à exporter

Les exportations de brouards baisseraient de 1% en 2020 (-12 000 têtes).

La chute des naissances allaitantes au 2nd semestre 2019 et la baisse du cheptel de mères qui induira une nouvelle baisse des naissances au 1^{er} semestre 2020, conduiront naturellement à un repli du disponible exportable de bovins maigres en 2020.

La demande des engraisseurs français devrait rester en retrait par rapport à une demande export plus dynamique, en particulier vers l'Italie où la concurrence des autres origines est toujours plus faible et où la consommation est actuellement dynamique.

Moins de veaux de boucherie

Après une année de crise, les abattages de veaux de boucherie reprendront leur baisse (-1,5%).

2019 a enregistré un fort alourdissement des veaux en raison de la crise qui a touché le secteur et provoqué des retards de sortie jusqu'à l'automne. Suite à cette crise, les intégrateurs se montrent prudents dans les mises en place et la production abattue en 2020 pourrait baisser de 1,5% en têtes comme en tonnages. Le poids moyen se stabiliserait après la forte hausse de 2019. Sur le long terme, l'alourdissement structurel est amené à se poursuivre.

Vers une baisse de consommation

Compte tenu de la baisse de l'offre disponible, en particulier en viande de femelles, la consommation française calculée par bilan baisserait de nouveau en 2020 (-1,7% /2019). Elle baissera toutefois moins que la production abattue, du fait du réajustement par le commerce extérieur.

Les importations de viande bovine confirmeraient leur reprise (+3%), venant compenser partiellement le recul de la production de femelles.

Les exportations de viande pourraient se redresser (+1%) grâce au développement des envois vers la Chine, qui compenserait la baisse vers les destinations historiques.

Bilan d'approvisionnement du marché français en viande bovine

1 000 téc	2016	2017	2018	2019 e	2020 p	2019p/18	2020p/19p
Abattages	1467	1447	1470	1431	1396	-2.6%	-2.4%
Dont : Femelles	807	809	833	817	790	-2.0%	-3.2%
Taurillons et Taureaux	403	388	393	375	372	-4.5%	-0.9%
Bœufs	73	68	61	56	54	-9.5%	-3.5%
Veaux de boucherie	184	181	183	183	181	+0.5%	-1.5%
Imports viande	322	324	334	340	350	+1.8%	+3.1%
Exports viande	236	238	241	230	233	-4.6%	+1.2%
Consommation	1553	1533	1562	1540	1513	-1.4%	-1.7%
Export broutards (1 000 têtes)	1072	1183	1138	1150	1138	+1.0%	-1.0%

Source : GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage

e : estimations ; p : prévisions

Union européenne : production et consommation en légère baisse

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production de l'UE-28 baisserait de 0,7% en 2020. Les importations de viande bovine progresseraient légèrement par rapport à une année 2019 particulièrement basse. Les exportations progresseraient, comme en 2019, grâce au développement des envois vers l'Asie et notamment la Chine. La consommation se réduirait de 0,8%.

Production et consommation de viande bovine dans l'UE à 28

1 000 téc	2016	2017	2018	2019e	2020p	2019e/18	2020p/19p
Abattages	7 851	7 869	8 008	7 967	7 911	-0.5%	-0.7%
Imports viande	304	285	312	303	309	-3.0%	+2.0%
Exports viande	248	271	252	272	285	+8.0%	+5.0%
Consommation	7 907	7 883	8 068	7 998	7 935	-0.9%	-0.8%
nb habitants	510.2	511.4	512.4	513.4	514.4		
Conso/hab (kgéc)	15.5	15.4	15.7	15.6	15.4	-1.1%	-1.0%

Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Commission européenne

e : estimations ; p : prévisions

Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

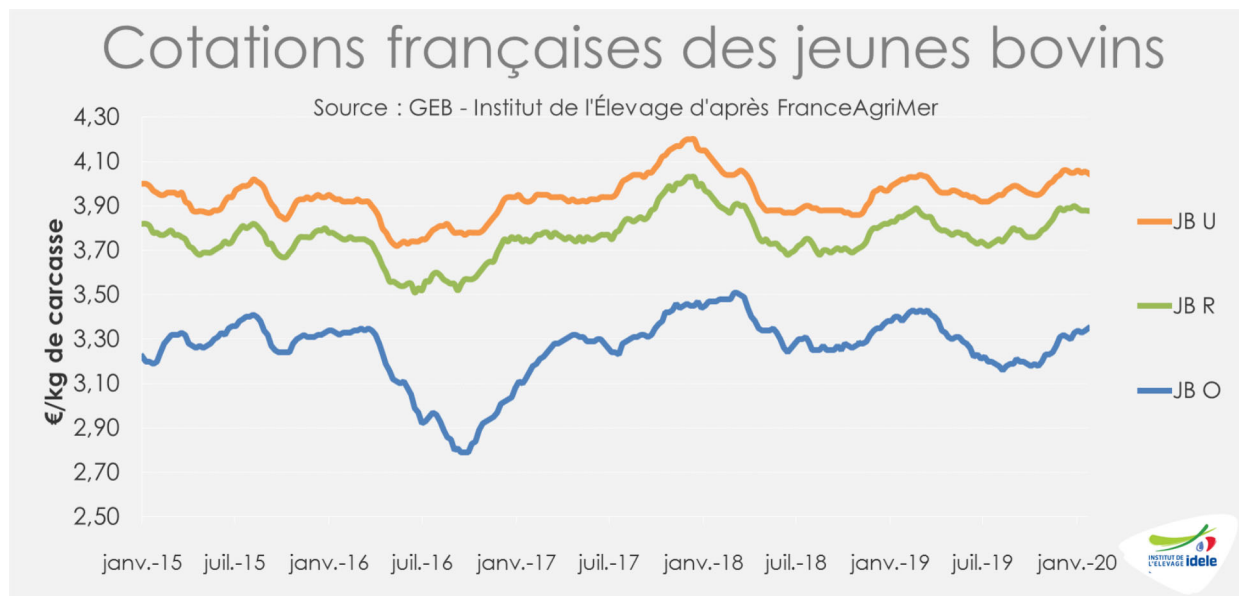
La hausse saisonnière des cours s'est arrêtée pour les meilleures conformations

La remontée saisonnière des cours semble avoir pris fin précocement pour les animaux les mieux conformés. Ce n'est pas la faute à une offre pléthorique : les abattages, en lait comme en viande, ont été limités. Les stocks de JB de type viande sont plus étoffés, mais pas ceux de type laitier dont le recul des effectifs est structurel.

Fin de la hausse saisonnière des cours ?

En France comme en Italie, la remontée saisonnière des cours semble avoir pris fin précocement pour les mâles bien conformés, alors que les cotations démarrent l'année au plus bas sur les autres marchés européens.

La cotation des JB U est restée stable sur les quatre dernières semaines quand celle des JB R a perdu 2 centimes (-1%). A respectivement 4,05 €/kg de carcasse et 3,88 €/kg fin janvier (semaine 5), elles se situent toutes deux à des niveaux intermédiaires, mais proches de celles des deux années précédentes (+1% /2019 et -1% /2018). Le cours du JB O poursuit quant à lui sa hausse (+2 centimes). Mais à 3,35 €/kg en semaine 5, il reste toujours inférieur aux niveaux des deux années précédentes (-1% /2019 et -3% /2018).

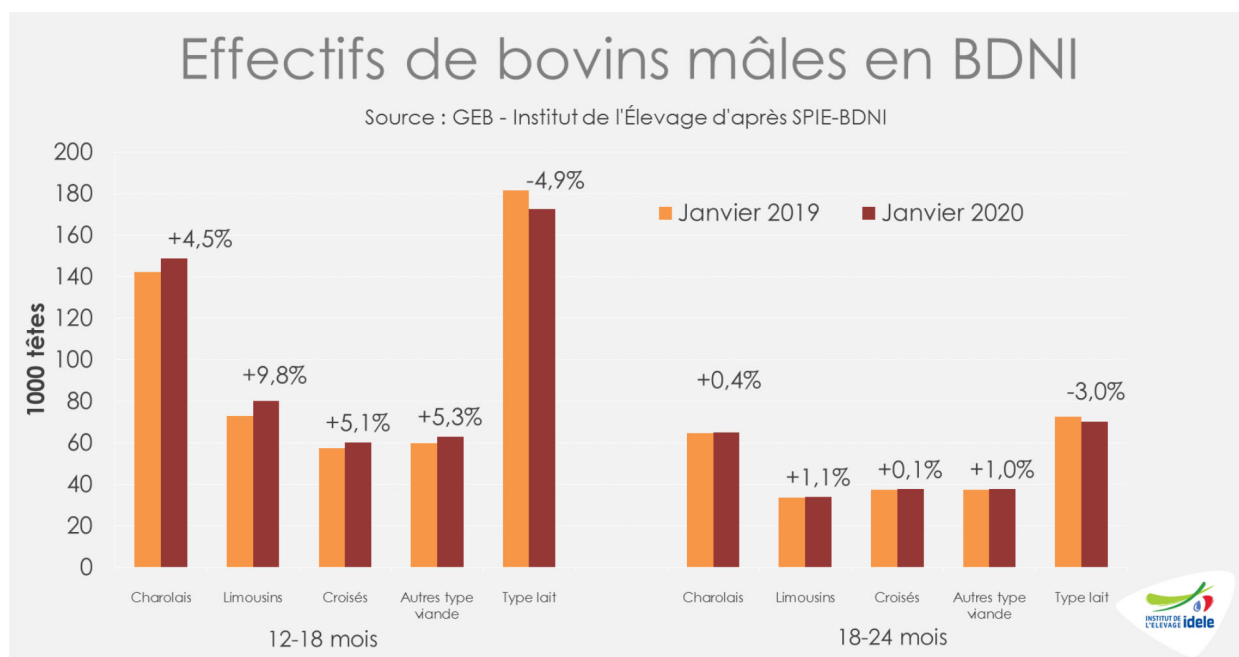


Des abattages en recul sensible, des effectifs allaitants qui s'étoffent légèrement

Avec le même nombre de jours ouvrés sur les 5 premières semaines de 2020, d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de JB de type viande (-7% /2019) comme ceux de JB laitiers (-13% /2018), ont été en retrait par rapport à un début d'année 2019 marquée alors par un marché du JB redevenu fluide.

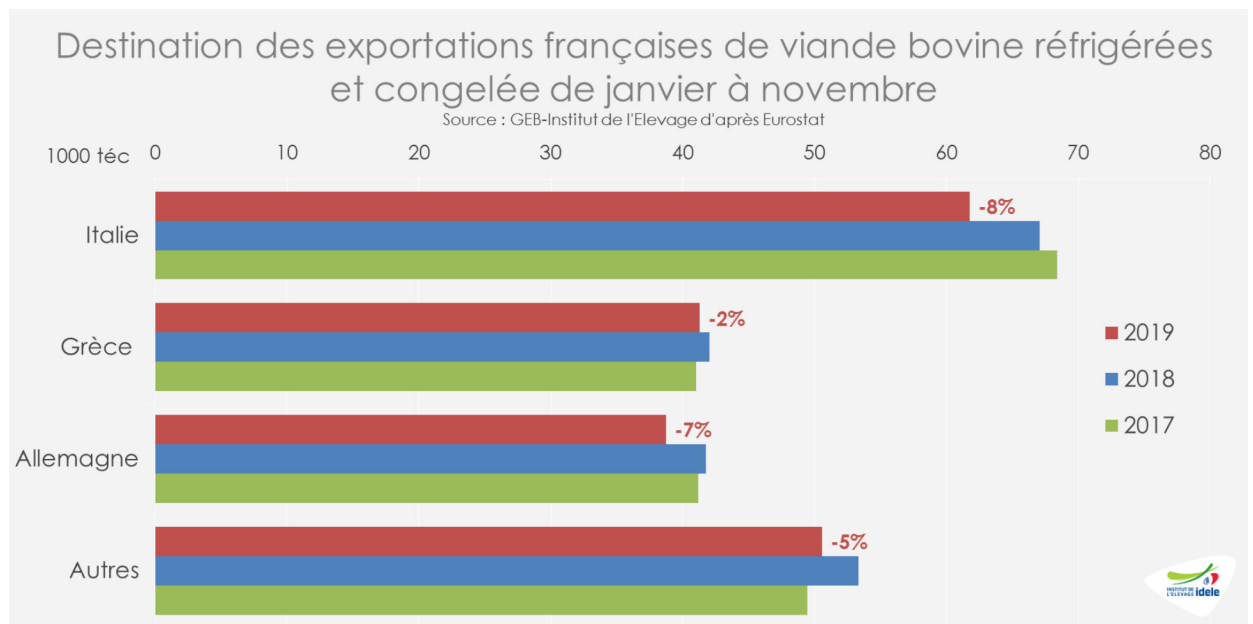
L'engraissement de jeunes bovins de type laitier, essentiellement réalisé par des éleveurs laitiers, poursuit son déclin. Les effectifs mis en place pour des sorties en 2020 sont toujours en baisse. D'après la BDNI au 1^{er} janvier 2020, les stocks de bovins mâles en élevage de 12 à 18 mois (-9 000 têtes ; -5% /2019) comme de 18 à 24 mois (-2 000 têtes ; -3%) étaient à nouveau en retrait par rapport aux effectifs déjà faibles début 2019.

Le constat est différent pour le type viande ou croisé. Les effectifs en ferme de 12-18 mois (+20 000 têtes ; +6%) comme de 18-24 mois (+1 000 têtes ; +1%) sont en hausse. Les sorties de jeunes bovins de type viande pourraient ainsi rebondir durant le 1^{er} semestre 2020 par rapport à un 1^{er} semestre 2019 particulièrement bas à la suite de la forte baisse des naissances dans le cheptel allaitant à l'automne 2017.



Les exportations ont reculé vers l'essentiel des destinations

En novembre 2019, les opérateurs ont exporté à peine 19 000 téc de viande bovine (-13% /2018 et 2017). Sur les 11 premiers mois de 2019, les envois de viande bovine française réfrigérée et congelée ont reculé sur l'essentiel des destinations comme l'Italie (-8% /2018), l'Allemagne (-7%) et la Grèce (-2%).



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

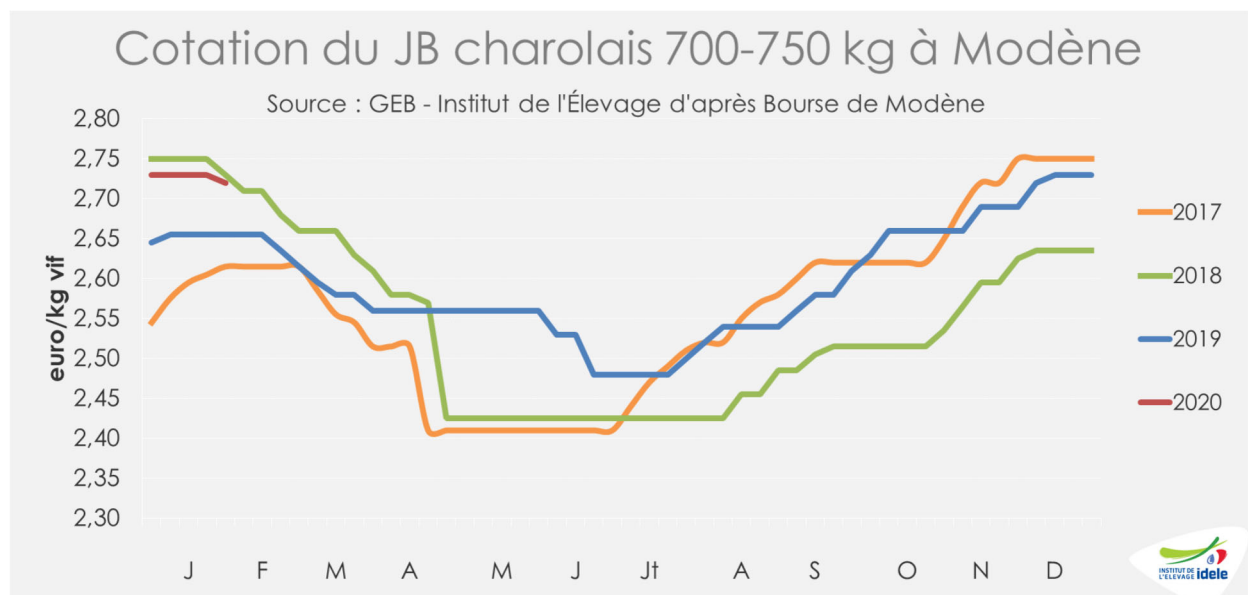
Les cours démarrent l'année au plus bas, sauf en Italie

Les quelques timides hausses des cours constatée en fin d'année auront été de courte durée. Partout en Europe, à l'exception de l'Italie, l'année commence avec des cotations à de bas niveaux. Mais même en Italie où les prix sont encore élevés, la baisse saisonnière s'est enclenchée précocement.

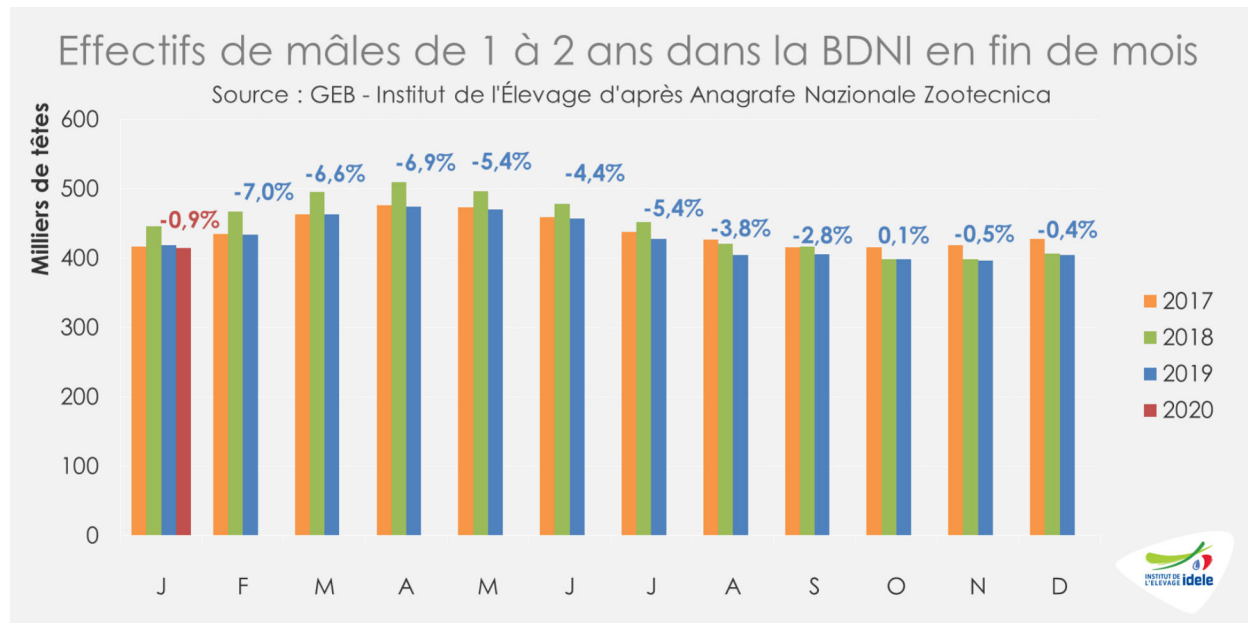
ITALIE : début de baisse saisonnière des cours

En **Italie**, le marché des JB mâles était resté stable depuis plusieurs semaines. Depuis, les abattoirs semblent prudents dans leurs achats. Les effectifs abattus sont en baisse et les cours des JB mâles semblent désormais avoir entamé leur baisse saisonnière de manière assez précoce mais pour le moment modérée. A 2,72 €/kg vif en semaine 5, le cours du JB charolais de 700-750 kg à Modène a perdu 1 centime par rapport à la semaine précédente (+3% /2019 ; -1% /2018). Jusque-là, il était resté stable pendant 7 semaines à un niveau plutôt élevé. Le JB limousin de 600-650 kg a aussi perdu 1 centime à 2,84 €/kg (+2% /2019 ; +1% /2018).

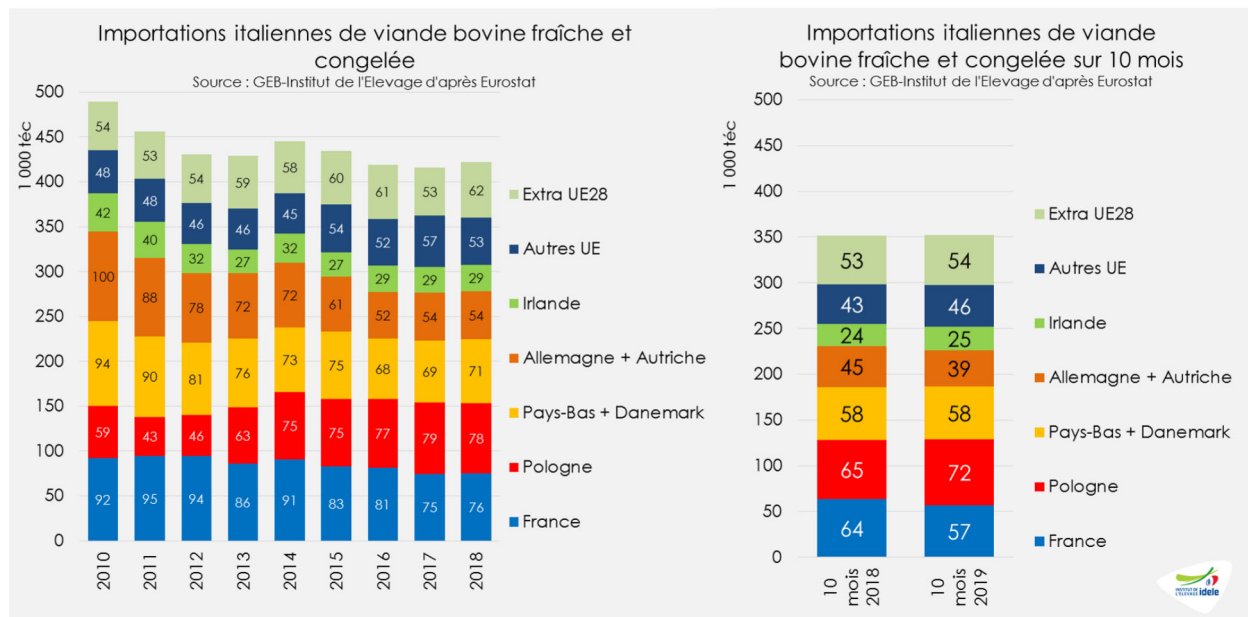
Le marché des jeunes femelles est désormais plus fluide. Après l'encombrement de fin 2019, la situation semble assainie et les cours des Charolaises comme des Limousines sont restés stables, mais à de faibles niveaux, à respectivement 2,59 €/kg (-2% /2018 et 2019) et 2,89 €/kg (-2% /2018 et -3% /2019).



Côté effectifs, les mâles de 1 à 2 ans présents en élevage fin janvier restaient proches des niveaux des mois précédents, mais inférieurs à ceux des années précédentes (-0,9% /2019 et -7,0% /2018) d'après la BDNI italienne. Face à une demande plus limitée des abattoirs, les effectifs de mâles à sortir dans les mois à venir seront contenus. Les effectifs de femelles sont eux, un peu plus étoffés.



Sur les 10 premiers mois de 2019, les importations italiennes de viande bovine réfrigérée et congelée sont restées proches du niveau de l'année dernière (= /2018 et +3% /2017). Elles ont fléchi depuis l'Allemagne (-12%) et la France (-10%), pour cause de disponibilités limitées, mais ont en revanche bondi au profit de la Pologne notamment (+10%).

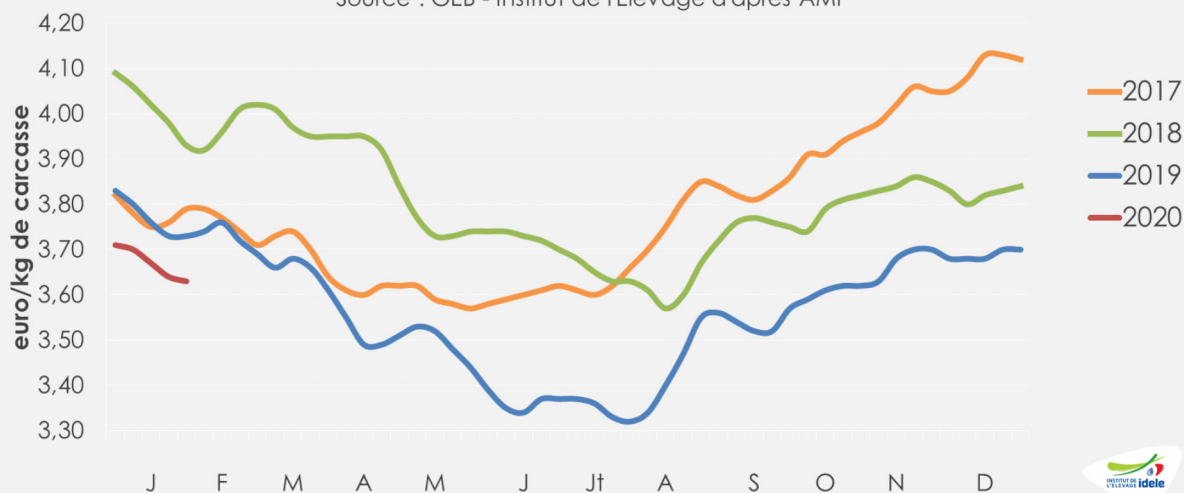


ALLEMAGNE : les cotations démarrent l'année au plus bas

En Allemagne, les cours sont en baisse et ont démarré l'année au plus bas depuis 10 ans pour toutes les conformations. En quatre semaines, le JB U a perdu 9 centimes (-2%) pour atteindre 3,69 €/kg de carcasse en semaine 5 (-3% /2019 et -8% /2018), le JB R en a perdu 8 cts (-2%), à 3,63 €/kg éc (-3% /2019 et -8% /2018) et le JB O -2 cts (-1%) à 3,37 €/kg éc (-2% /2019 et -7% /2018). D'après les experts d'AMI, la demande des abattoirs allemands en jeunes bovins est limitée et les effectifs abattus suffisent largement à répondre à la demande ce qui induit des prix bas. Cette tendance devrait se poursuivre sur l'ensemble du mois de février.

Cotation du JB R en Allemagne

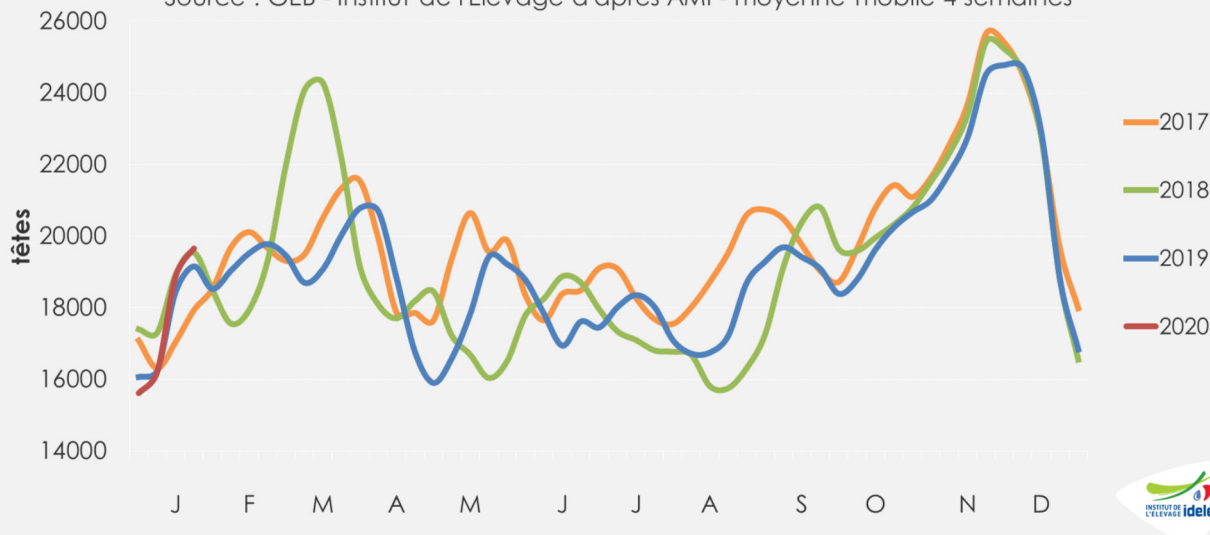
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



D'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI, les abattages de JB sur les quatre dernières semaines connues (2 à 5) sont en légère progression par rapport aux années précédentes (+3% /2019 ; +1% /2018), mais restent contenus.

Abattages hebdomadaires de JB en Allemagne

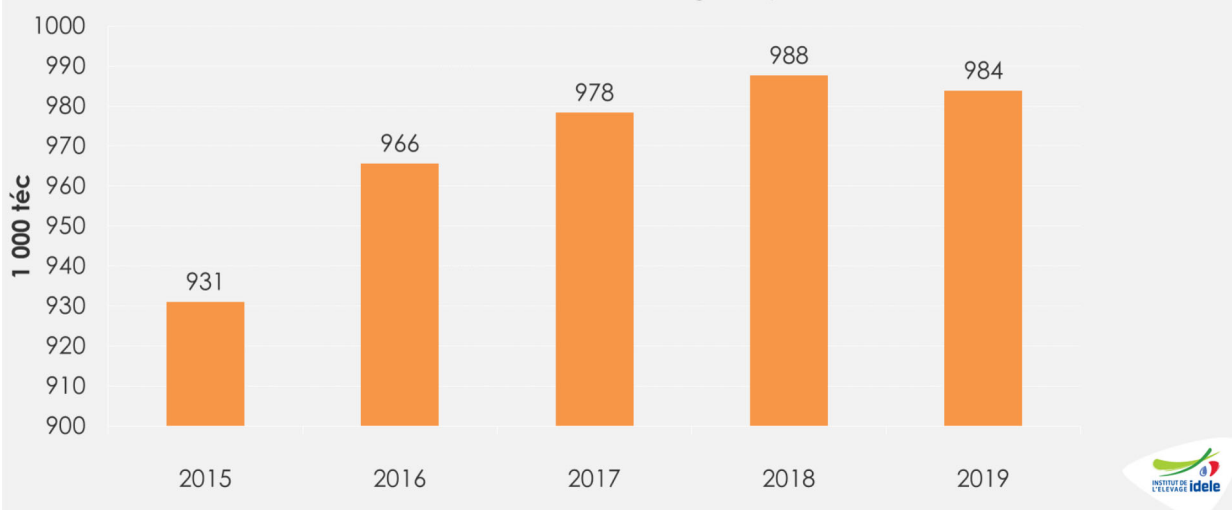
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



Calculée par bilan sur 10 mois, la consommation allemande a légèrement fléchi. Elle a atteint 984 000 téc, soit un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (-0,5% /2018 ; +0,5% /2017) d'après Eurostat. Sur la même période, les importations (-7% /2018) et les exportations (-2%) allemandes de viande bovine ont poursuivi leur baisse confirmant le phénomène de renationalisation du marché allemand observé depuis 2018. Actuellement, la saison est plus propice à la consommation de viande transformée et donc à la viande de réforme.

Consommation allemande de viande bovine sur 10 mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

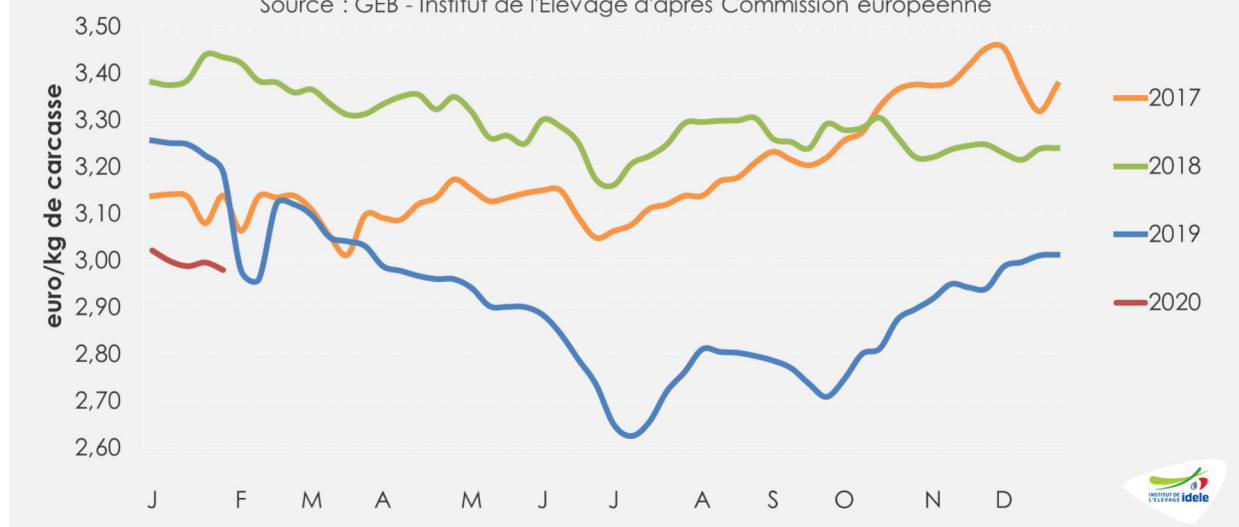


POLOGNE : cours toujours déprimés

En **Pologne**, les cotations des JB démarrent l'année à un des plus bas niveaux enregistrés à pareille époque durant la précédente décennie et continuent de baisser d'après Eurostat. Le JB O a perdu 4 centimes (-1%) en quatre semaines pour atteindre 2,98 €/kg éc en semaine 5. Le JB R a perdu 6 cts (-2%), à 3,06 €/kg. Ces cours sont donc toujours nettement inférieurs à ceux des campagnes précédentes (-7% /2019 et -13% /2018) et peinent à se remettre du dévissage de début 2019 dans un marché européen qui reste compliqué.

Cotation polonaise du JB O3

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



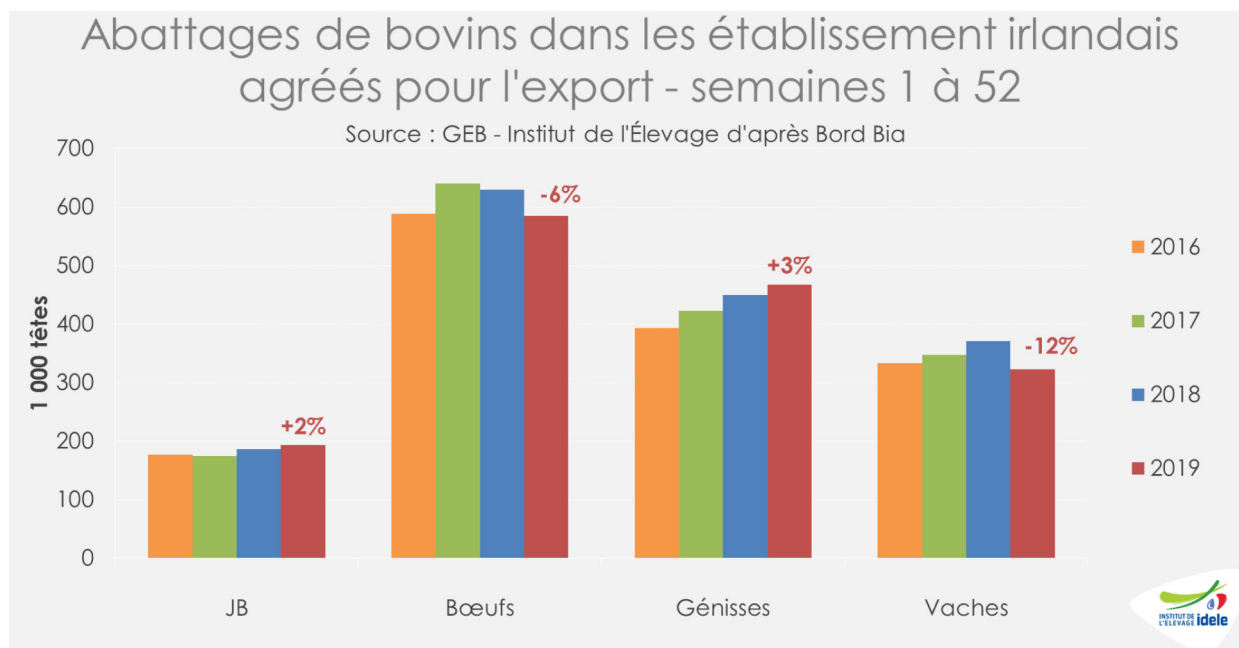
La demande européenne en viande polonaise est restée plus faible que lors des années précédentes, même si la situation s'est légèrement améliorée en fin d'année. Depuis août 2019, les exportations mensuelles polonaises de viande bovine réfrigérée et congelée sont supérieures à celles de 2018. Cependant, en cumul sur les 10 premiers mois de 2019, les exportations ont juste dépassé 395 000 téc (-2% /2018 ; -3% /2017). Il existe encore des stocks de mâles sur pied en ferme et la situation pourrait rester compliquée à court terme.

IRLANDE : une production de JB plus limitée

En **Irlande**, les prix des jeunes bovins ont légèrement progressé en 2020. D'après la Commission européenne, la cotation du JB R a pris 8 centimes depuis le début de l'année (+3%) pour atteindre 3,21 €/kg de carcasse fin janvier (-2% /2019 et -10% /2018).

En prévision de *Brexit*, la production de JB à destination de l'Europe continentale avait nettement progressé au 1^{er} semestre 2019 au détriment du bœuf destiné au marché britannique. Mais au 2nd semestre, la situation très dégradée du marché européen du JB a limité ce phénomène. Au final, sur l'ensemble de l'année 2019, les abattages de JB dans les établissements irlandais agréés pour l'export n'ont progressé que de +2% /2018.

Et depuis le début de l'année sur 5 semaines, le nombre de JB achetés par ces abattoirs a régressé de -18% /2019, alors que les abattages de bœufs ont augmenté (+6%). Avant le *Brexit* au 31 janvier 2020, la priorité était donnée aux abattages de bœufs.

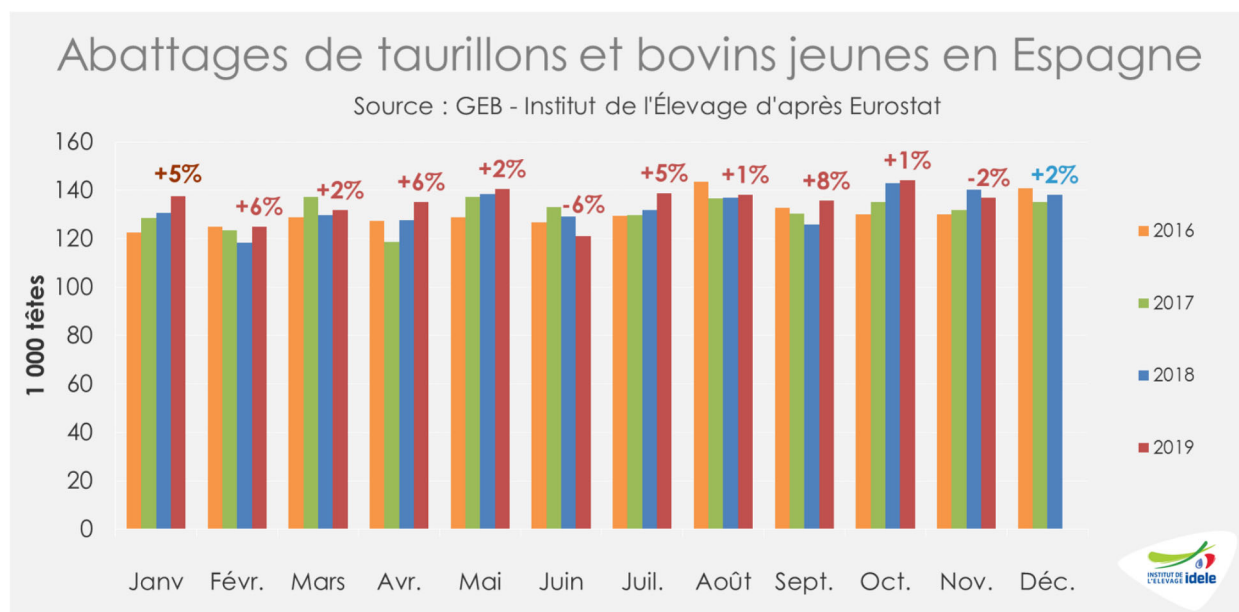


Fin 2019, l'enquête cheptel irlandaise révélait un retrait des effectifs de mâles de 12 à 24 (-6% pour les laitiers et -4% pour les mâles de type viande /2018). La production devrait donc logiquement diminuer en 2020.

En attendant, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée vers le Royaume-Uni ont sensiblement régressé sur les 11 premiers mois de l'année (-12% /2018 à 210 000 téc). Sur la même période, elles ont augmenté vers le reste de l'UE (+8% /2018 à 176 000 téc). Les envois vers les pays tiers ne sont pas en reste (x2,3 /2018 à 50 000 téc), principalement vers la Chine et Hong-Kong devenus en valeur le plus gros marché pour la viande bovine irlandaise au sein des pays tiers.

ESPAGNE : les abattages supplémentaires pèsent encore sur les cours

En **Espagne**, les débouchés en vif insuffisants et souvent fluctuants perturbent le marché. En novembre 2019, les abattages étaient en retrait (-3 000 têtes, soit -2% /2018). Mais malgré cela l'effectif de mâles non castrés abattus sur 11 premiers mois a progressé de 33 000 têtes (+2% /2018).



Ces volumes supplémentaires destinés à un marché communautaire en difficulté pèsent sur les cours. Même constat en ce début d'année, d'après les statistiques espagnoles, la cotation du JB R démarre l'année à un bas niveau malgré un léger mieux fin 2019. Elle a ainsi reculé de 2 centimes depuis le début de l'année pour s'afficher à 3,63 €/kg de carcasse fin janvier. Elle est inférieure aux cotations des quatre dernières années (-4% /2019 ; -8% /2018 ; -4% /2017 et -2% /2016).

Cotation du JB R en Espagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture espagnol



Viandes bovines » Femelles » France »

Prix dégradés malgré le repli de l'offre

Les prix des vaches de réforme continuent de s'effriter alors que les abattages sont globalement en retrait. Mais la poursuite de l'érosion des cheptels conduira au cours de l'année à un ralentissement des sorties plus marqué qui pourrait alors avoir un impact sur les prix à la production.

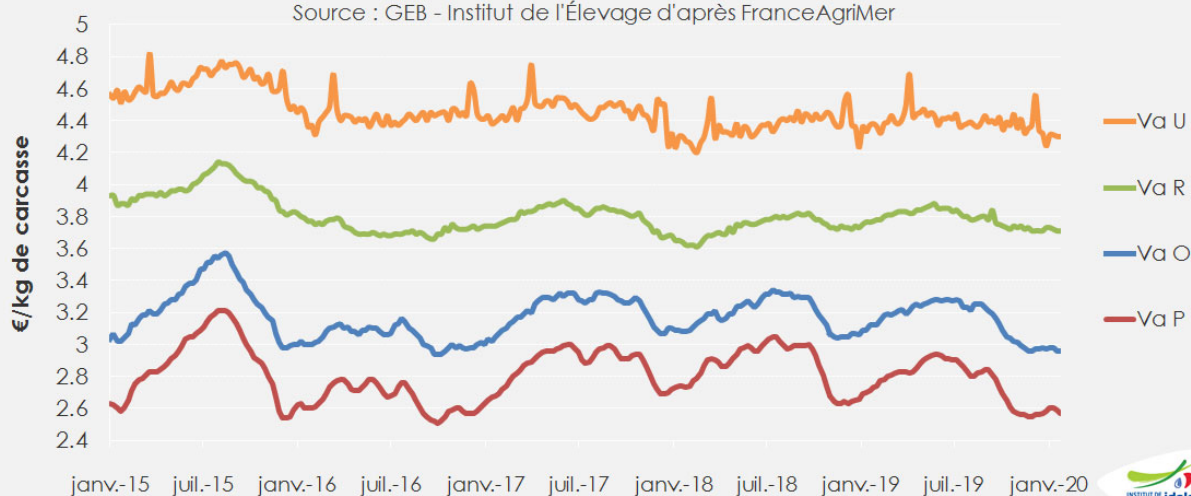
Cotations en baisse

Malgré une offre française en retrait, les cotations des vaches laitières ont encore perdu 1 centime en janvier. La vache P cotait 2,57 €/kg de carcasse fin janvier (-6% /2019 et 2018) et la vache O 2,96 €/kg (-5% /2019 et -4% /2018).

La pression est aussi notable sur les vaches de meilleure conformation, les abattages de type viande restant pour l'instant aussi abondant que l'an dernier. La vache R cotait 3,71 €/kg fin janvier (-2% /2019 et +2% /2018) et la vache U 4,30 €/kg (-2% /2019 et +1% /2018).

Cotations françaises des vaches

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Abattages de laitières en baisse

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches laitières sur les 5 premières semaines de l'année étaient en baisse de 2% /2019. Ceux de vache de type viande étaient stables et ceux de génisses en baisse de 3% /2019. Les poids moyens des carcasses étaient en revanche en hausse pour toutes les catégories de femelles : +1,3% pour les vaches viande à 423 kg, +1,5% pour les génisses à 393 kg et +1,3% pour les vaches laitières à 316 kg.

Globalement, le nombre de gros bovins abattus sur les 5 premières semaines de l'année a baissé de 3% /2019, recul à peine compensé par la hausse de 0,8% du poids moyen des carcasses.

Décapitalisation dans le cheptel allaitant comme dans le cheptel laitier

La décapitalisation allaitante se poursuit. Au 1^{er} janvier, le cheptel français comptait 3,824 millions de vaches de type viande, soit 92 000 de moins qu'il y a un an (ou -2,4%). Les réformes élevées sur les premières semaines de l'année malgré le recul du cheptel devraient conduire à une accentuation de la baisse de cheptel au 1^{er} février et à des sorties réduites par la suite (voir l'article sur les prévisions).

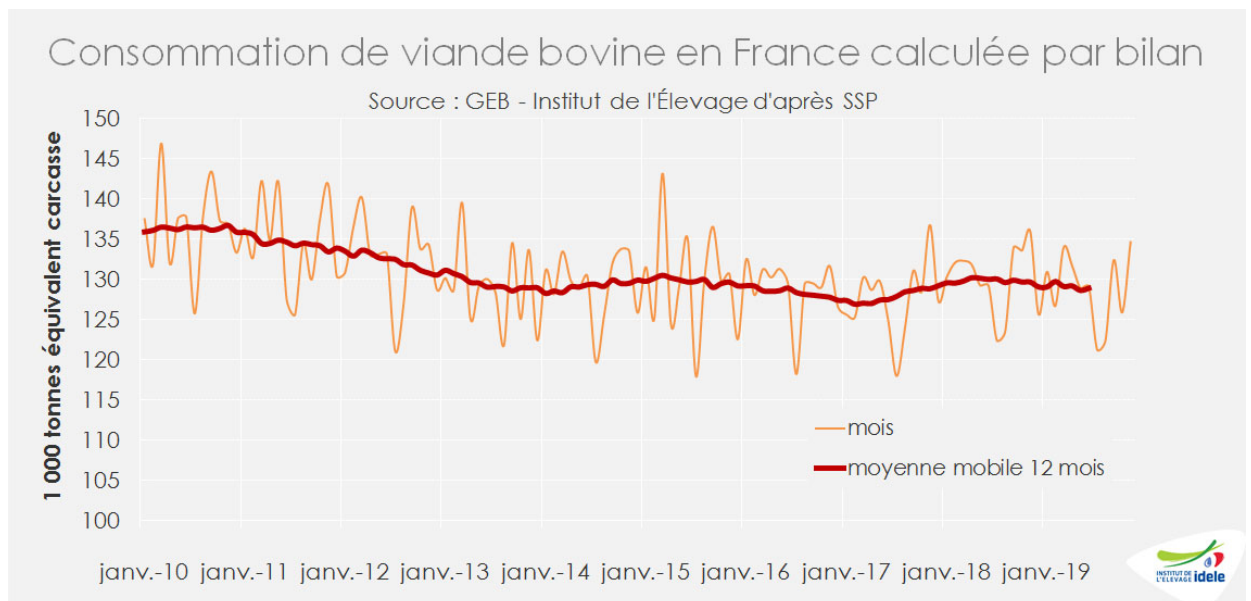
Par ailleurs, l'érosion du cheptel laitier continue de s'accroître : le cheptel comptait 3,654 millions de vaches laitières au 1^{er} janvier, soit 59 000 de moins qu'en 2019 (ou -1,6%).

Importations : +1% sur 11 mois 2019

En novembre 2019, les importations françaises de viande bovine étaient en retrait de 3% par rapport au niveau élevé de 2018. Ceci est le fait de volumes de viande congelée en chute de 18% à 7 000 téc, alors que ceux de viande réfrigérée restaient en hausse (+4% à 18 000 téc). Sur les 11 premiers mois de 2019, les importations de viande bovine ont atteint 305 000 téc (+1% /2018 et +5% /2017), dont 195 000 téc de viande réfrigérée (+4% / 2018 et +5% /2017), 88 000 téc de viande congelée (-5% /2018 ; =/2017) et 23 000 téc de viande transformée (+7% /2018 et +31% /2017). Au sein de la viande réfrigérée, l'origine Irlande a beaucoup progressé (+10% à 32 000 téc) alors que l'origine Pologne, frappée par les scandales sanitaires, a reculé de 12% à 7 500 téc.

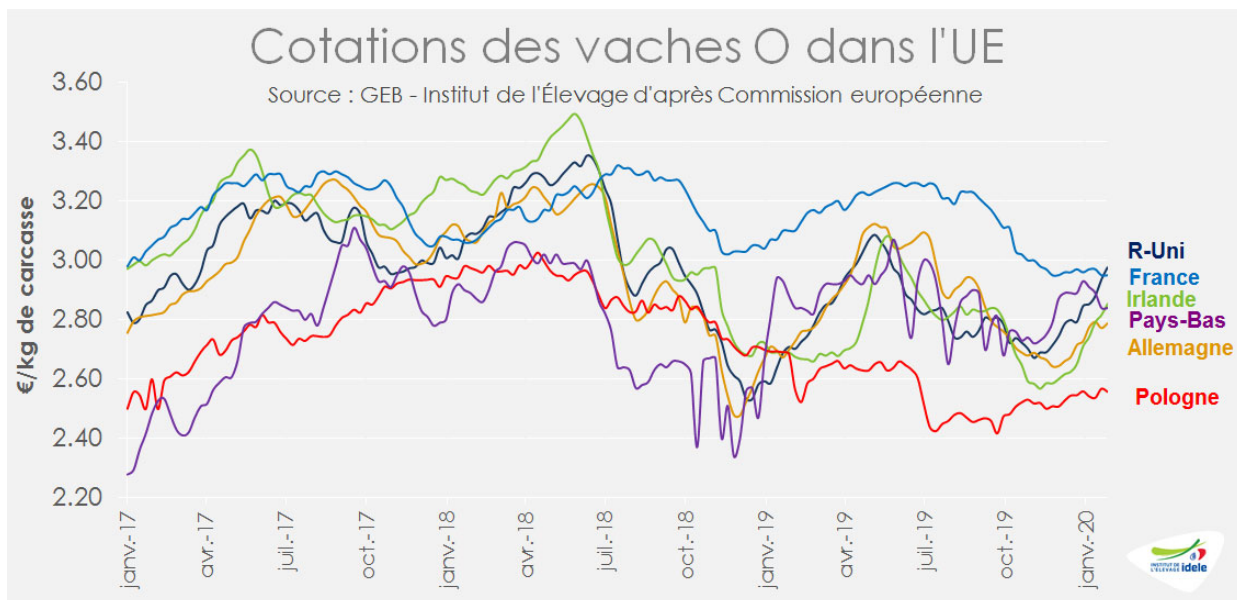
La consommation par bilan, intermédiaire entre 2018 et 2017

D'après le SSP, les disponibilités de viande bovine consommables en France sur les 11 premiers mois de 2019 ont totalisé 1,418 million de tonnes équivalent carcasse (-1,1% /2018 et +1,0% /2017).



Viandes bovines » Femelles » Europe » Les cours remontent

Les cours remontent dans les îles britanniques et en Allemagne en raison du ralentissement des réformes. Les prix polonais restent au plancher.



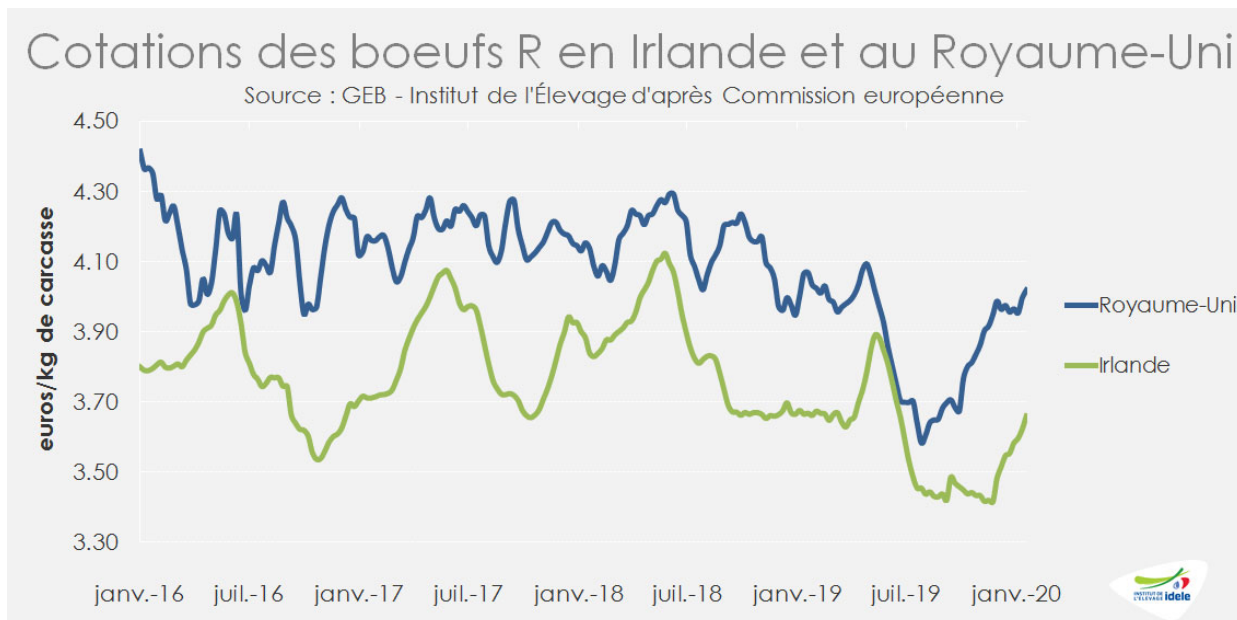
IRLANDE : vers une baisse de production en 2020

En **Irlande**, les abattages de vaches étaient ralentis en janvier (-14% /2019 sur les 5 premières semaines de l'année). La priorité a été donnée aux bœufs (+6%) pour le marché britannique, les opérateurs ayant pu craindre de potentiels effets du Brexit intervenant le 31 janvier. Toutefois, les réformes devraient demeurer restreintes en 2020 : le nombre de vaches de type viande au 1^{er} décembre d'après la base de données d'identification était en baisse de 2,6% /2018, ou -24 000 têtes. Celui de vaches laitières avait progressé de 55 000 têtes en 2019 (soit +4% !) et devrait continuer à progresser, la conjoncture laitière s'annonçant dynamique en 2020.

Les mâles de 12 à 24 mois étaient quant à eux beaucoup moins nombreux que fin 2018 (-6% pour les laitiers et -4% pour les type viande), de même que les génisses de type viande (-3%), ce qui conduira nécessairement à une baisse de production.

Dans ce contexte, les prix remontent en Irlande, mais toujours insuffisamment au goût des éleveurs, qui dénoncent le retard par rapport aux prix britanniques (lire l'article en anglais).

Entre fin décembre et fin janvier, la cotation du bœuf irlandais a gagné 11 centimes, mais restait 36 centimes sous la cotation britannique.

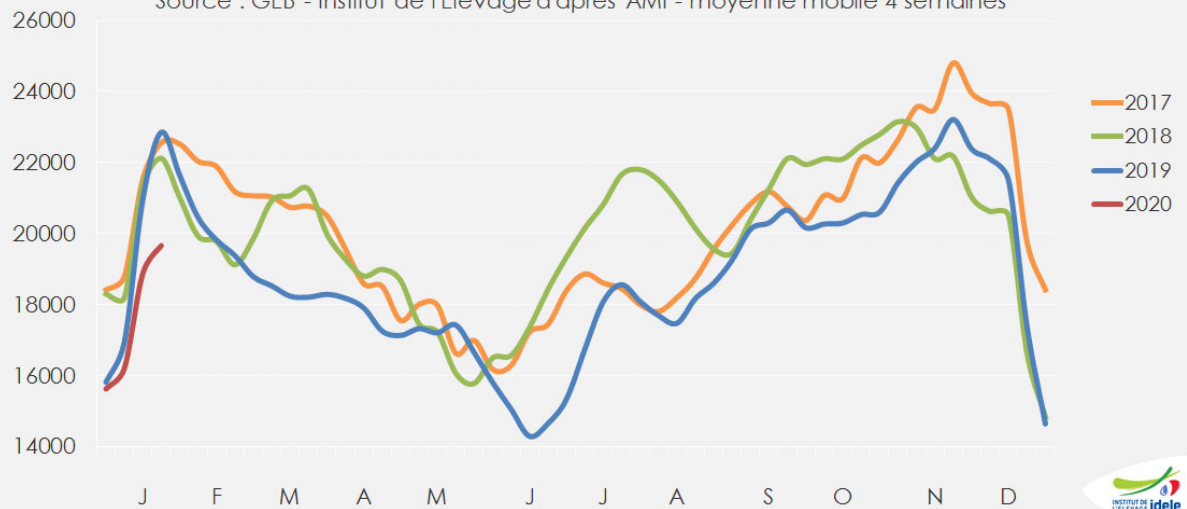


ALLEMAGNE : des réformes très limitées permettent aux prix de se redresser

En **Allemagne**, le cheptel bovin a perdu 100 000 vaches en 2019, ce qui devrait limiter les réformes en 2020. Sur les 5 premières semaines de l'année, les abattages de vaches étaient en recul de 8% /2019 et de 10% /2018.

Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



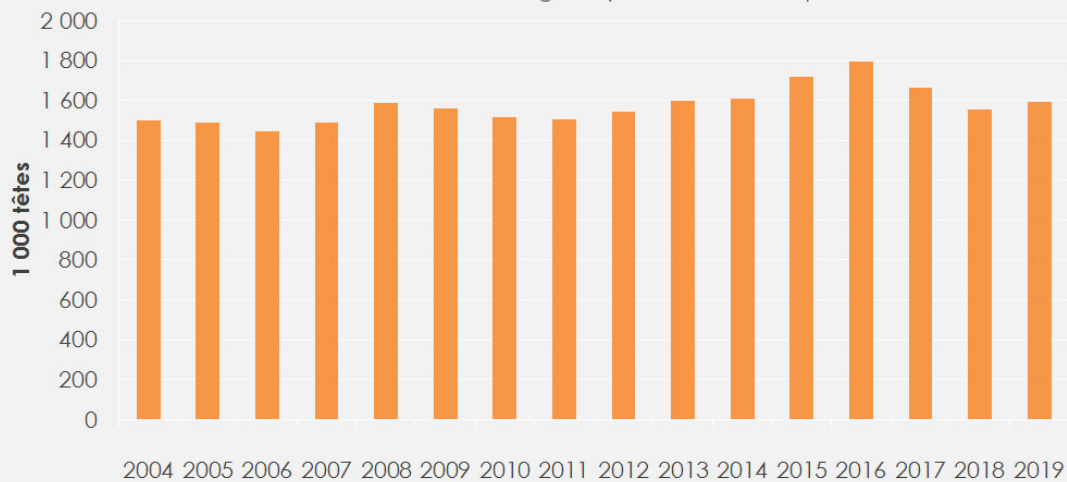
Ceci a permis aux prix de commencer à se redresser. La vache O cotait 2,73 €/kg de carcasse fin janvier (+3% /2019 mais toujours -9% /2018). D'après les experts allemands, la hausse devrait se poursuivre, la saison étant propice à la consommation de viande transformée et donc à la valorisation des vaches de réforme.

PAYS-BAS : rebond du cheptel fin 2019

Aux **Pays-Bas**, malgré les contraintes environnementales liées notamment au dépassement des seuils d'émission de phosphate, le cheptel de vaches laitières s'est étoffé en 2019. Il comptait 1,590 million de têtes en décembre, soit +2,4% /2018.

Cheptel de vaches laitières aux Pays-Bas

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, enquête de décembre



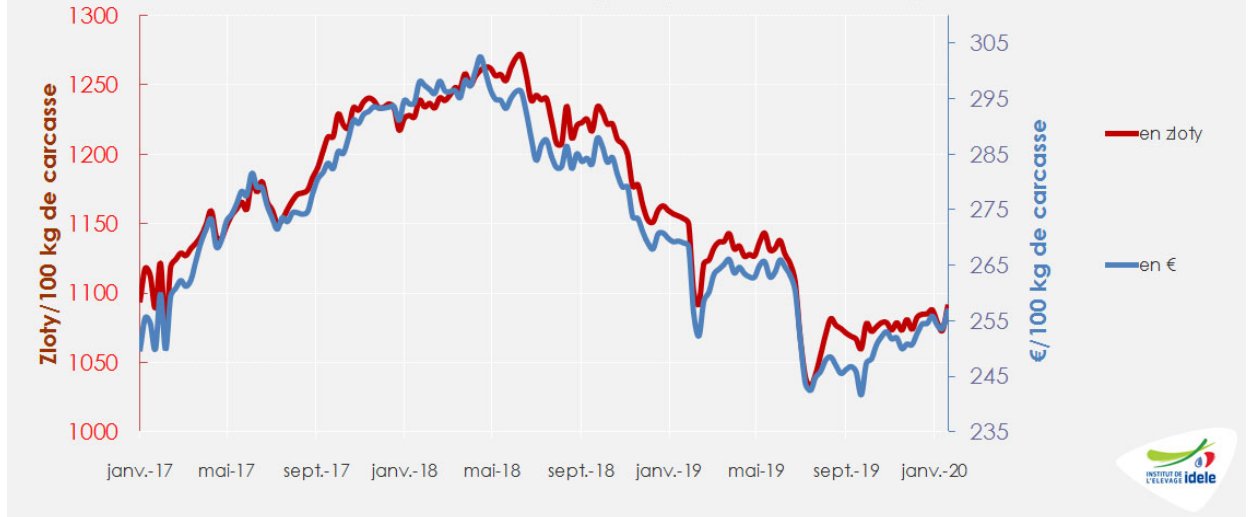
Les abattages de gros bovins (constitués essentiellement de vaches de réforme) sur les 4 premières semaines de l'année 2020, en hausse de 9% par rapport au bas niveau de 2019, ont fait pression sur les cours. La vache O cotait 2,84 €/kg de carcasse fin janvier (-1% /2019 et -2% /2018).

POLOGNE : Les prix restent déprimés

En **Pologne**, les prix des vaches ont regagné quelques centimes, mais restent bas. La vache O polonaise cotait 2,56 €/kg fin janvier (-5% /2019 et -14% /2018).

Cotation polonaise de la vache O

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



Viandes bovines » Maigre »

Le manque d'offre de plus en plus marqué

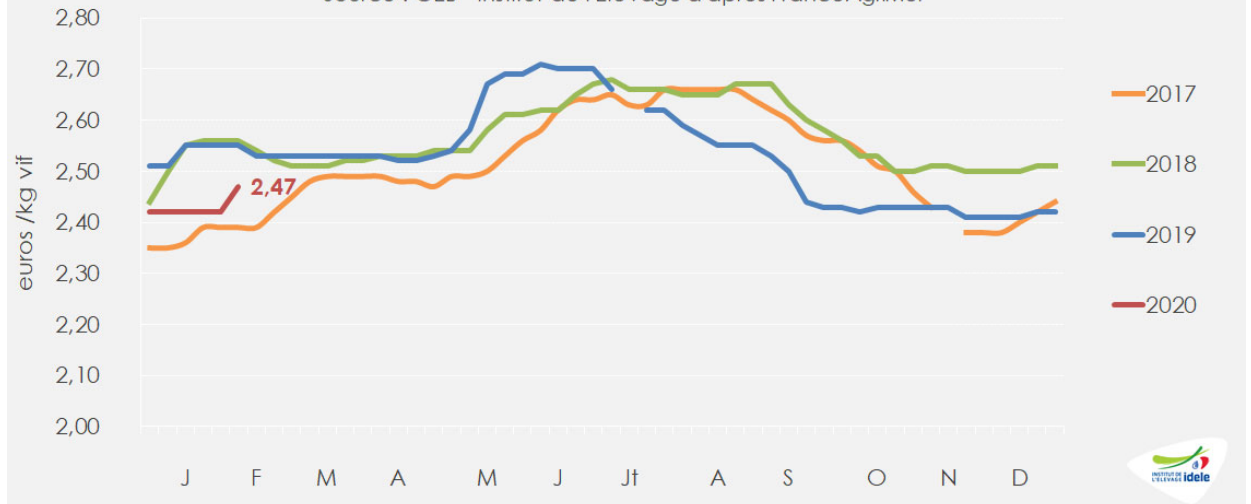
Les cours des brouards débutent l'année en repli par rapport à 2019. L'offre durablement réduite devrait soutenir les prix, mais sans grande hausse saisonnière du fait de la morosité des marchés du JB. Faute d'offre, les exportations sont attendues en repli dans les mois à venir.

Une embellie des cotations qui se fait attendre

Depuis le début de l'année, les cotations des brouards français peinent à retrouver leur niveau de 2018 et 2019. A 2,47 €/kg vif en semaine 6, la cotation du Charolais U de 450 kg est en retrait de 8 centimes ou -3% /2019 et 2018. Même constat pour le Charolais U de 350 kg qui a atteint 2,65 €/kg soit -3% /2019 et pour les brouards croisés qui cotent 2,69 €/kg soit 20 centimes de moins qu'en 2019. Parmi les mâles, seuls les Limousins affichent des cours plus favorables qu'en 2019 à 3,05 €/kg en semaine 6, soit +1% /2019.

Cotation du Charolais U de 450 kg

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

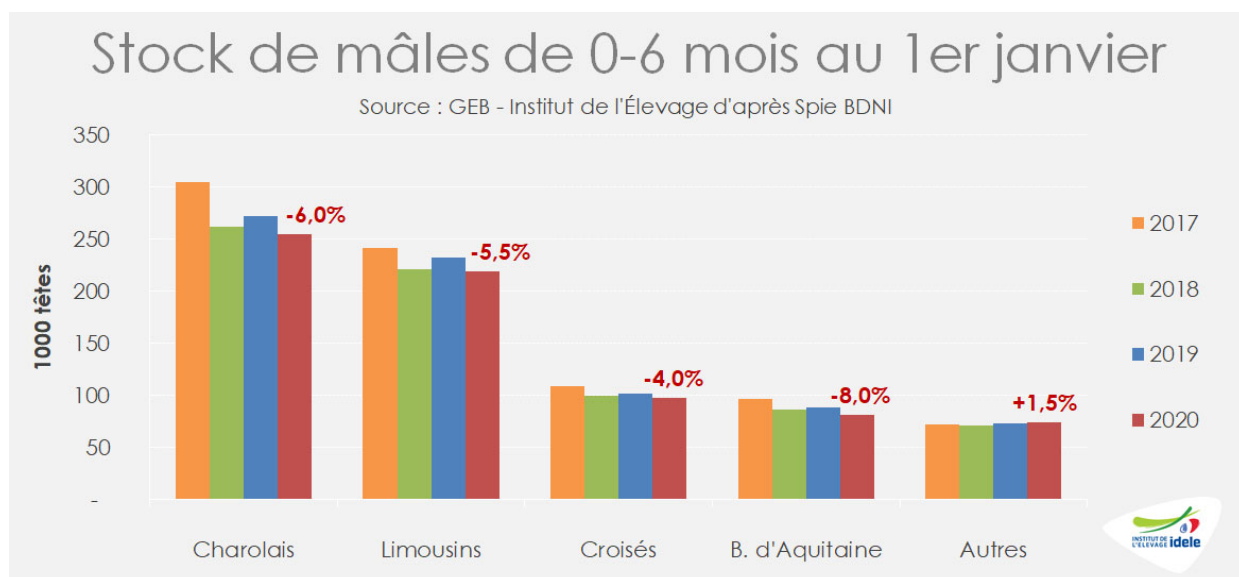


A l'image des mâles, les cours des femelles charolaises se sont érodés à l'automne dernier et n'ont pas encore remonté la pente. A 2,55 €/kg en semaine 6, la cotation de la Charolaise U de 270 kg est en repli de 11 centimes ou -4% /2019.

Une offre durablement en baisse

La baisse du cheptel de vaches allaitantes (Voir article femelles en France) se poursuit en France et s'accompagne d'un repli marqué des naissances. 3,76 millions de veaux de type allaitant ont été enregistrés dans la BDNI en 2019. Un total en recul de 5,5% /2018 soit -208 000 têtes d'une année sur l'autre, de -3% par rapport à la très mauvaise année de 2017 et même de -10% par rapport à 2016.

La baisse des naissances affecte mécaniquement les disponibilités en broutards. Au 1^{er} janvier 2020, on dénombrait dans les élevages français 729 000 mâles allaitants de 0-6 mois, soit 5% de moins qu'en 2019. Le nombre de mâles de 6-12 mois était quand à lui en recul de 3,5% à 691 000 têtes.



Des exportations en hausse en 2019 grâce aux femelles

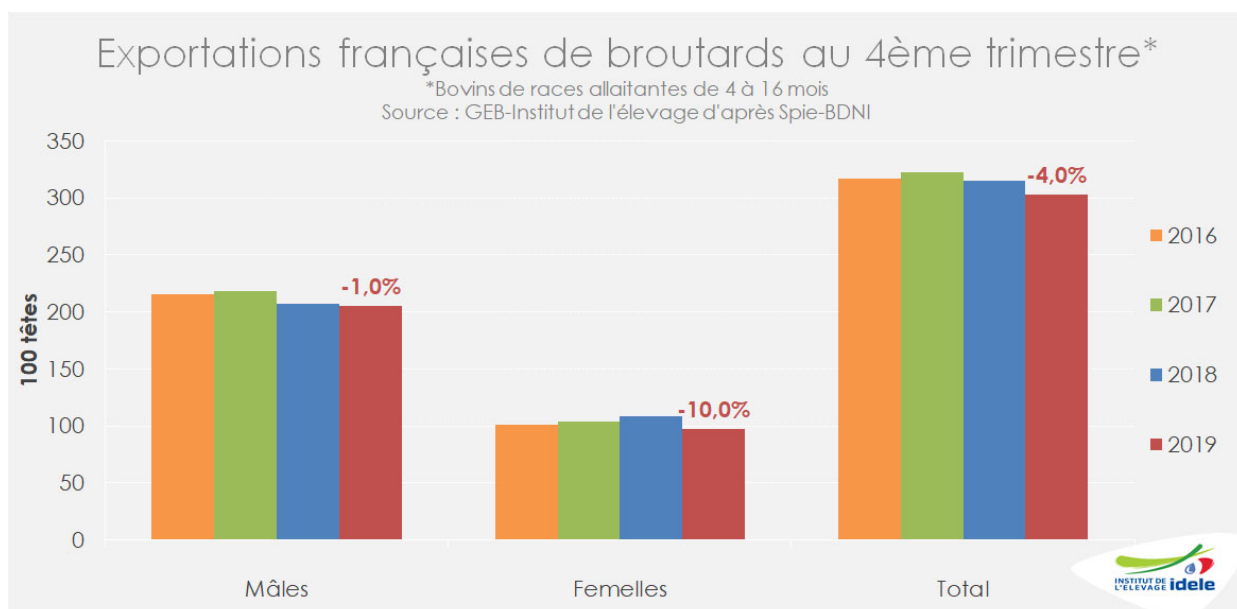
En 2019, les exportations de bovins français de 4 à 16 mois de races allaitantes ont progressé de 1% /2018, à 1 150 000 têtes, mais se sont repliées de près de 3% /2017. La progression par rapport à 2018 est entièrement due aux envois dynamiques de femelles qui ont atteint 397 000 têtes (+3% /2018), alors que les envois de mâles étaient stables à 752 000 têtes.

Le développement des envois de femelles est dû à une forte demande du marché italien depuis 3 ans pour cette catégorie d'animaux et à la décapitalisation du cheptel français qui « libère » des génisses non utiles pour le renouvellement. De plus l'offre réduite en mâles encourage probablement l'achat de femelles par les engraisseurs transalpins. Cumulés sur l'année, les exportations de broutards vers l'Italie sont stables à 888 000 têtes, parmi lesquelles 539 500 mâles (-3% /2018) et 348 500 femelles (+4,5% /2018).

Cette bonne tenue du marché italien peut s'expliquer par une conjoncture du JB relativement favorable en Italie. A l'inverse les envois vers l'Espagne ont été très fortement pénalisés par l'encombrement du marché ibérique de la viande et les importations croissantes de veaux laitiers. En 2019, seulement 169 000 broutards français ont traversé les Pyrénées, soit -10% /2018 et -17% /2017.

Le manque d'offre de plus en plus pénalisant

Sur les 3 premiers trimestres de 2019, les exportations cumulées de broutards français étaient en hausse de 3% /2018, mais elles ont reculé de 4% au 4^{ème} trimestre. Ce repli des envois en fin d'année intervient après un dernier trimestre 2018 dynamique, marqué par la réouverture du marché algérien. Il semble néanmoins marquer une rupture dans la dynamique des exportations qui, dans les mois à venir devraient pâtir du manque d'offre.



Ce manque d'offre devrait soutenir les cours, mais une forte hausse saisonnière des prix reste peu probable du fait de la situation morose des marchés du JB en France, en Allemagne et en Espagne. De plus une offre peu étoffée rend difficile la sélection d'animaux pour les marchés tiers demandeurs d'une catégorie d'animaux spécifique, en particulier l'Algérie, ou aux exigences sanitaires particulièrement élevées comme en Israël.

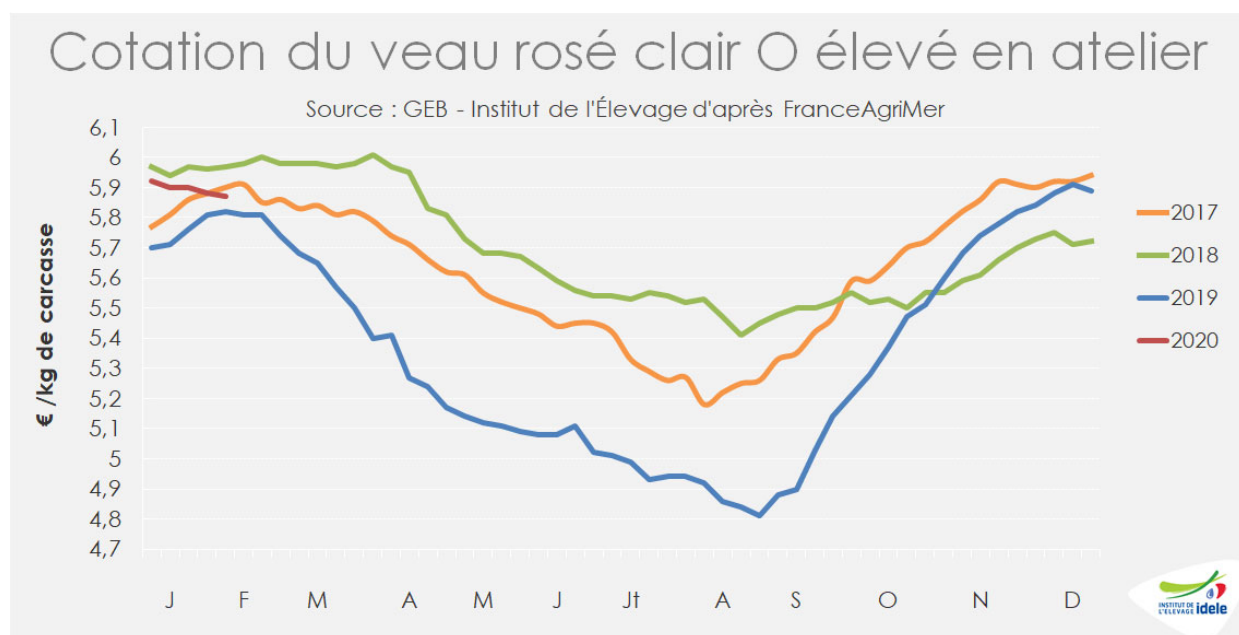
Viandes bovines » Veaux de boucherie » L'offre contenue soutient les prix

En janvier, les cours des veaux gras, supérieurs à ceux de l'an passé, sont soutenus par le recul de la production. La baisse des mises en place ont contribué à un marché plutôt stable. Les intégrateurs craignent toutefois la hausse des cours des matières premières laitières.

Les prix dépassent ceux de 2019

Début février, le cours du veau rosé clair O s'est établi à 5,87 €/kg. En un mois, il a enregistré un léger repli, de 3 centimes. En semaine 5, il se situe 5 cts au-dessus de son niveau de 2019 (+1%), mais 10 cts sous celui de 2018 (-2%).

Les prix des veaux mieux conformés restent eux pénalisés par l'abondance de Croisés lait-viande qui participe à la saturation de leur marché. A 6,37 €/kg, la cotation du veau rosé clair R a rejoint son niveau de 2019, mais reste en repli de 17 cts par rapport à celui de 2018 (-2,6%).

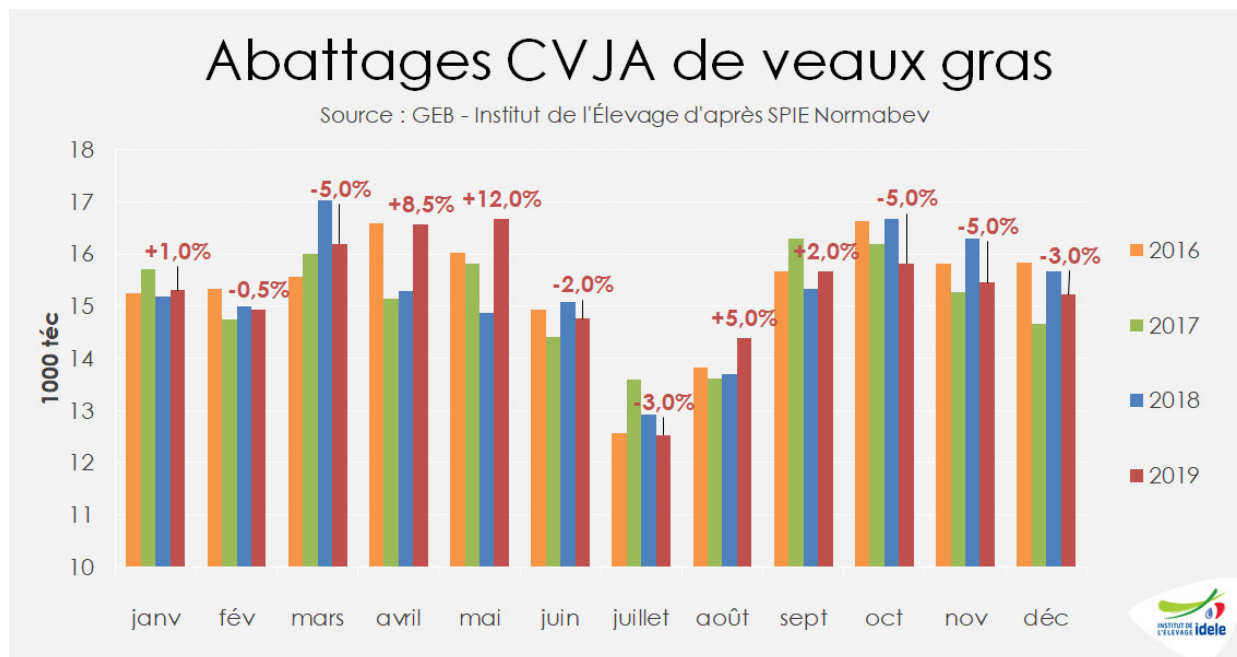


Les coûts alimentaires progressent

Bien que les prix des veaux aient retrouvé des niveaux plus habituels, les intégrateurs s'inquiètent d'une hausse des coûts de production. Depuis septembre 2019, le cours de la poudre de lactosérum a progressé pour atteindre 746 €/t en janvier 2020, soit 134 euros ou 22% de plus qu'en sortie d'été. Il reste toutefois inférieur de 7% au niveau de 2019. L'IPAMPA aliment d'allaitement pour veau s'est lui établi à 110 points, soit 13,5 points au-dessus de son niveau de 2019 à pareille époque.

Le repli de la production se poursuit

En décembre, la production abattue de veaux gras a reculé de 2,5% en effectifs à 107 000 têtes et de 3% en tonnage à 15 000 téc. Le repli de l'offre a contribué au maintien des cours. L'alourdissement et le vieillissement des veaux, conséquence de la crise qu'a connue le secteur courant 2019, se sont largement résorbés. En décembre, les veaux ont retrouvé leur poids et âge moyens de 2019, respectivement 143 kg et 183 jours.



Le marché européen s'est assaini

Aux **Pays-Bas** comme en **Italie**, le marché du veau gras est stable. La cotation du veau de boucherie de Modène a atteint 6,20 €/kg en semaine 5, soit 23% de plus qu'en 2019 et 7% de plus qu'en 2018 à pareille époque. D'après les experts néerlandais, le repli de l'offre limitée soutient les cours européens et le marché devrait rester plutôt stable dans les semaines à venir.

Un marché stable pour les prochaines semaines ?

En France, les mises en place plutôt prudentes opérées par les intégrateurs, suite à l'encombrement du marché en 2019, contiennent l'offre qui ne devrait pas s'étoffer dans les prochains mois. En février, la consommation dépendra notamment des opérations de mise en avant dans les magasins dans le cadre du « festival du veau ». Toutefois, le repli des abattages se confirmant, les cours des veaux de boucherie devraient connaître une baisse saisonnière modérée.

Viandes bovines » Veaux nourrissons » Pas d'embellie en vue

Le marché des veaux nourrissons est toujours encombré. Le repli des débouchés français est plus marqué que celui des naissances.

Les cours stagnent à un bas niveau

Depuis janvier, les cours des veaux nourrissons sont au plancher. Le mâle type lait de 45-50 kg cotait 57 €/tête en semaine 6, soit 17 € ou 23% de moins qu'en 2019. Son cours n'a gagné que 2 € par rapport à la 1^{ère} semaine de janvier. Habituellement, le ralentissement hivernal des vêlages limite l'offre et soutient les prix. Toutefois, comme en 2019, la faible demande retarde la hausse saisonnière des prix.

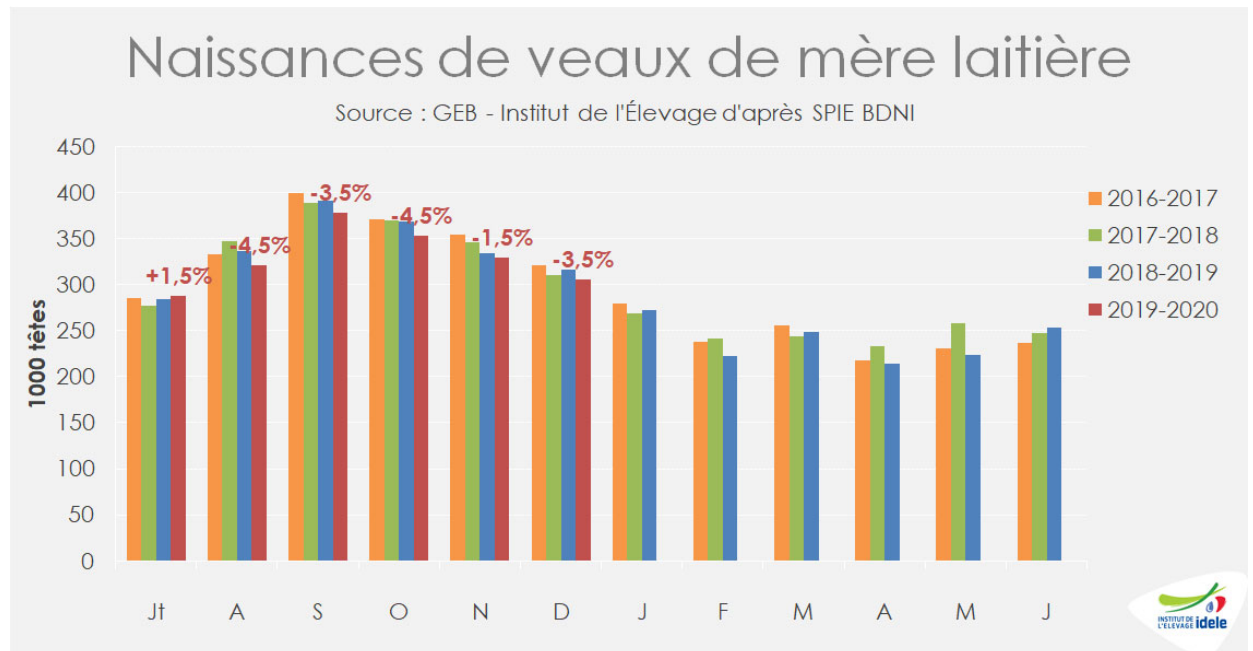
Recul des naissances

305 000 veaux de mère laitière sont nés en décembre 2019, soit 3,5% de moins qu'en 2018 (-1,5% /2017). En cause, l'effectif de vaches laitières qui était en recul de 1,4 % par rapport à 2018, les entrées de génisses dans le cheptel qui se sont repliées et les taux de vêlages dégradés.

En décembre, le développement du croisement s'est poursuivi avec 8,5% de naissances en plus de Croisés lait-viande par rapport à 2018. Au 2nd semestre 2019, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 3% par rapport à 2018 avec un total de 1 975 000 têtes. 74% de ces veaux étaient de race laitière pure contre 76% en 2018. Avec 389 000 têtes, soit 20% de ce total, les naissances de Croisés lait-viande ont progressé de 8,5% /2018.

Les débouchés français s'érodent encore

Le recul structurel des débouchés pour les veaux laitiers se poursuit. Leur principal débouché est le veau de boucherie qui connaît une érosion régulière des effectifs engraisés en France avec 1 200 000 têtes en 2019 (-2% /2018). La tendance se poursuit en 2020, les intégrateurs réduiraient les mises en place pour éviter que ne se répète l'encombrement du marché connu en 2019. La baisse des abattages à l'oeuvre fin 2019 devrait se poursuivre en 2020.

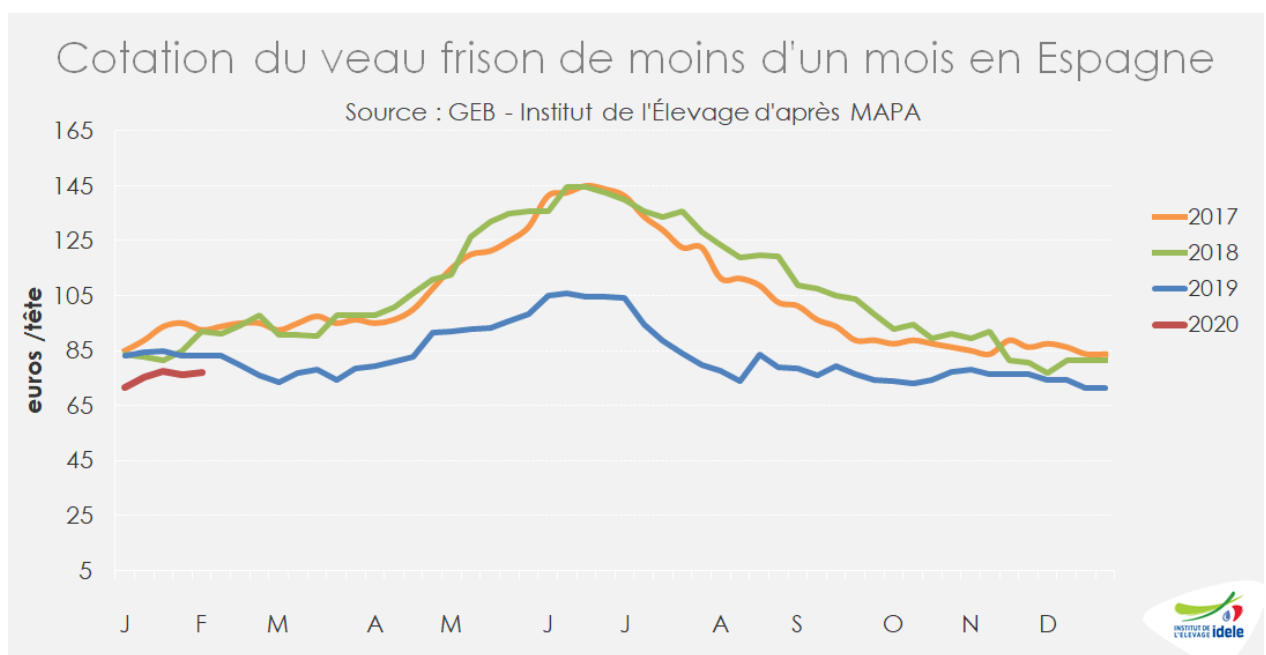


En février, le repli saisonnier des mises en place de veaux gras, en vue de la faible consommation estivale, est bien engagé, ce qui n'augure pas d'amélioration du marché à court terme pour les veaux nourrissons.

Par ailleurs, les effectifs élevés en bœufs et JB laitiers continuent de décliner. Les abattages de bœufs laitiers ont reculé de 10% en 2019, à 93 000 têtes, tandis que ceux de JB se sont contractés de 8%, à 169 000 têtes. Cette tendance se poursuit début 2020 : d'après Normabev, sur les 5 premières semaines de 2020 la production abattue de JB laitiers s'est contractée de 13% en têtes.

Les envois vers l'Espagne se font à des prix bas

En décembre, les envois de petits veaux ont atteint 23 000 têtes, soit +1,5% /2018 et +1% /2017. Cette hausse est moins marquée que durant les onze mois précédents. Sur l'année, les envois ont totalisé 287 000 têtes, soit +9,5% /2018 et +15 % /2017. Ces flux, principalement vers l'Espagne, absorbent une part de Croisés lait-viande supérieure à celle observée dans les naissances de mère laitière. Les achats se maintiennent toutefois grâce aux prix bas, alors que le marché ibérique du JB reste morose. Le cours du veau frison de moins d'un mois en Espagne s'est établi à 77 €/tête en semaine 5, sous le niveau des 3 années précédentes (-7% /2018 et -16% /2019).



Anticyclone menacé

Début 2020, tous les signaux étaient au vert pour l'économie laitière. La collecte française s'est rétablie malgré un cheptel très réduit. La production européenne a retrouvé une croissance solide au second semestre 2019 qui devrait se prolonger en 2020. Plus globalement, la reprise de la production dans les principaux bassins excédentaires permet de satisfaire une demande mondiale bien orientée et contenir la hausse des cours des protéines laitières.

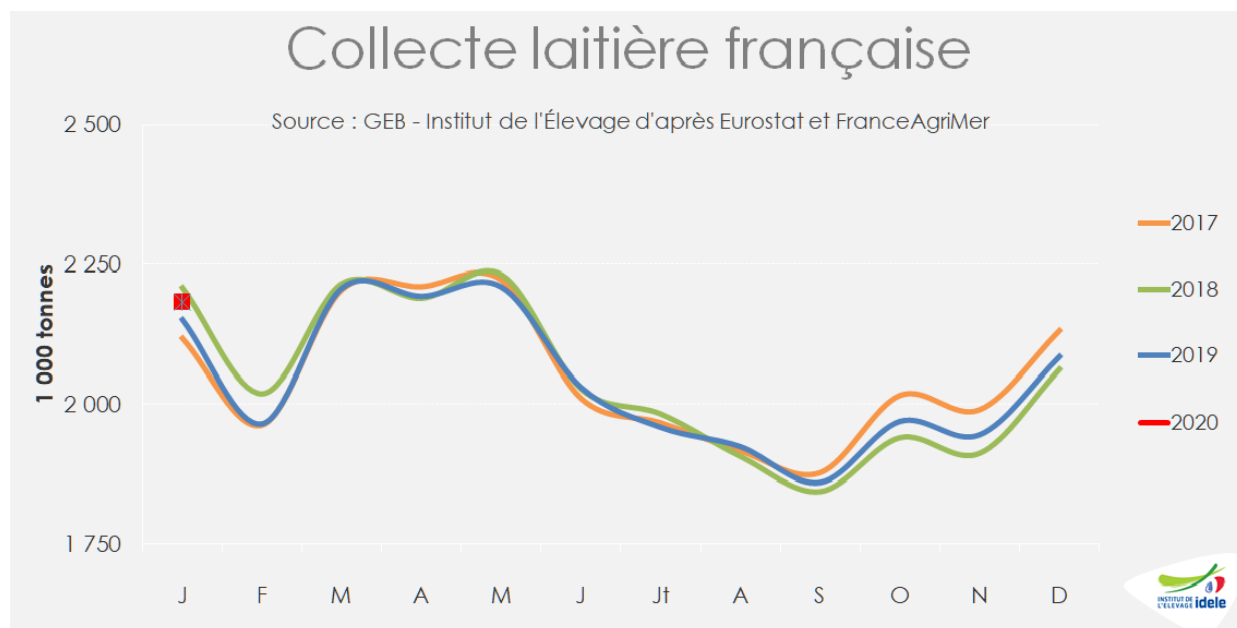
Toutefois, l'épidémie de coronavirus en Chine, si elle perdure, peut rapidement devenir menaçante sur l'équilibre des marchés des produits laitiers. Non seulement elle peut affecter la demande chinoise en produits laitiers, mais aussi la demande mondiale si la croissance de l'économie mondiale, déjà plutôt faible, se trouve aussi affectée.

Lait de vache » Collecte laitière » Production rétablie en France

La collecte se rétablit malgré un cheptel laitier très réduit. Les éleveurs disposent de fourrages peu étoffés mais de bonne qualité et bénéficient d'un prix du lait plus élevé qu'en 2019.

Croissance modérée et persistante de la collecte

Amorcé l'automne dernier, le redressement de la collecte française s'est poursuivi cet hiver. Après avoir regagné 1,4% /2018 au 4^{ème} trimestre, elle a progressé au même rythme en janvier, de +1,5% /2020 d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. Rappelons qu'elle a été affectée comme en 2018 par une forte sécheresse estivale sur la plupart des bassins laitiers. Cependant l'automne 2019 a bénéficié de conditions météorologiques douces et humides propices à la production herbagère. Ainsi la collecte annuelle a presque égalé à -0,1% près le niveau 2018. Toutefois la production laitière française n'a pas retrouvé le niveau de l'hiver 2017/2018 et demeure éloignée du niveau record atteint en 2015 (-5% /2015).



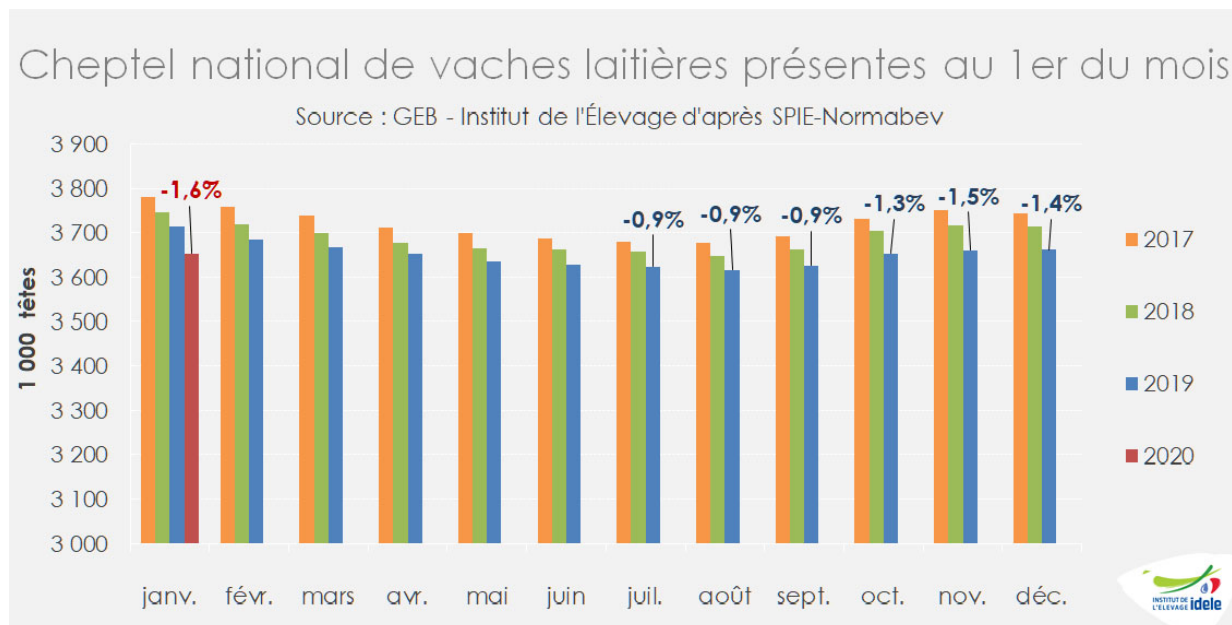
Malgré un cheptel réduit

Cette forte reprise de la production s'est faite malgré un cheptel national très réduit, en recul de 59 000 vaches au 1er janvier 2020, soit -1,6% /2019. Au 2nd semestre 2019, la hausse saisonnière des effectifs de vaches laitières a été très réduite (+38 000 têtes entre le 1^{er} août 2019 et le 1^{er} janvier 2020 contre +65 000 l'année en 2018/2019). D'un côté, les réformes ont été, au 2nd semestre 2019, moindres qu'en 2018. De l'autre, les entrées de génisses en lactation ont été exceptionnellement faibles. En 2017 la conjoncture morose avait incité les éleveurs à limiter les génisses d'élevage d'autant que leur troupeau avait été très rajeuni par des réformes abondantes dans un contexte de conjoncture laitière dégradée. Ensuite, la canicule de 2018 et la faible et médiocre qualité des fourrages ont dégradé la fertilité des génisses, si bien que les vêlages de primipares ont fortement chuté d'août à novembre 2019.

Malgré cet effectif réduit, les éleveurs ont pu mobiliser des réserves de productivité dans leur troupeau grâce à des fourrages de bonne qualité nutritionnelle. Les achats d'aliments concentrés complets sont restés modérés, inférieurs à ceux l'an dernier, d'après l'observatoire du SNIA et de la coopération agricole nutrition animale. Depuis la fin des quotas laitiers les rendements ont évolué de façon chaotique selon les années en fonction de la conjoncture, mais selon un rythme tendanciel modéré.

D'après nos estimations, la croissance annuelle du rendement moyen apparent par vache serait passée de 60 kg en 2018 à près de 100 kg en 2019. Malgré ce sursaut, le rendement moyen du cheptel français demeure modéré dans l'UE (7 100 kg/vache en 2019).

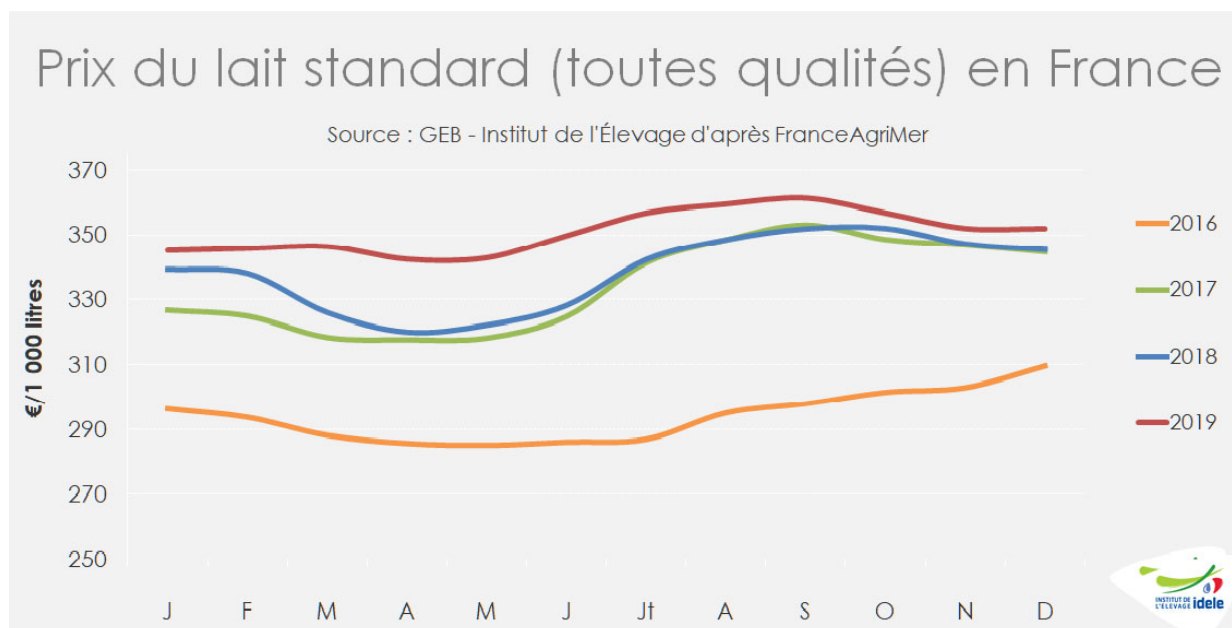
Au 1^{er} trimestre, la collecte française devrait continuer de progresser entre +1,0 et +1,5% d'une année sur l'autre. Ensuite, son rythme dépendra de la météo printanière qui déterminera la qualité et la quantité de la production herbagère.



Prix du lait ferme et stable

Le prix du lait standard (SIQO compris) payé aux éleveurs français est stationnaire depuis novembre, malgré la nette progression du lait valorisé en beurre/poudre maigre sur le marché européen. A 352 €/1 000 l en décembre, il égale à 1 € près la moyenne annuelle en 2019 (351 €/1 000 l). Il a légèrement marqué le pas entre septembre et novembre sous l'effet d'indice de saisonnalité moins favorable. Au 1^{er} trimestre 2020, le prix moyen du lait pourrait se maintenir au-dessus de 350 €/1 000 l, soit 2% au-dessus du niveau de l'hiver 2019.

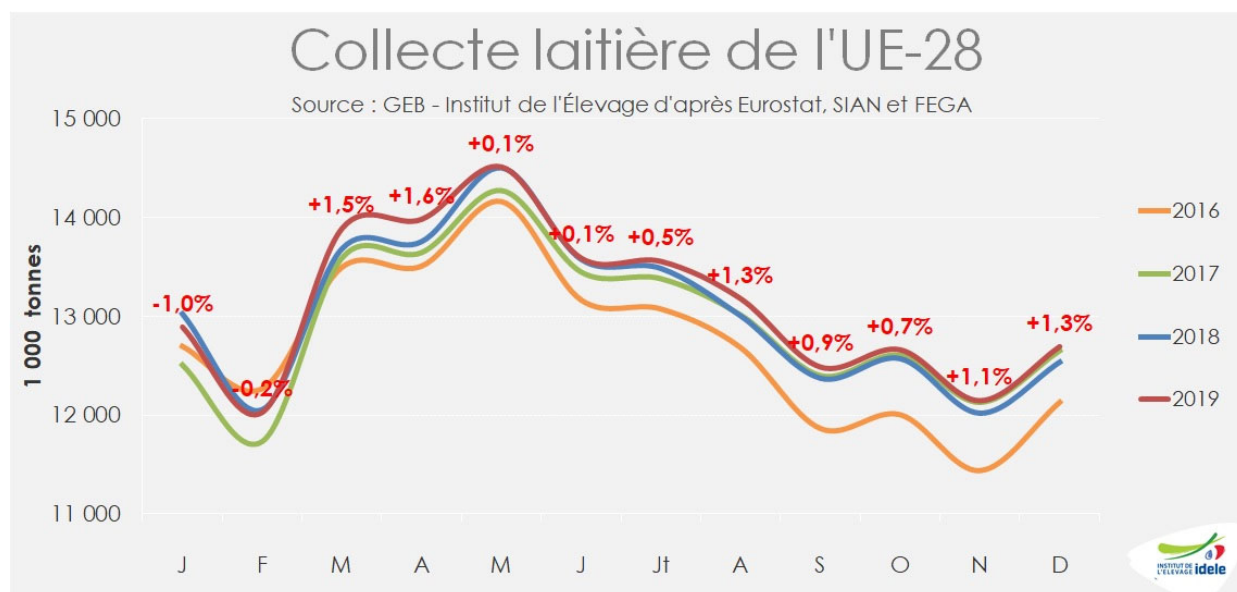
Ensuite, il pourrait s'apprécier de nouveau si la valeur du lait transformé en ingrédients laitiers (beurre et poudre maigre) progresse et si les négociations commerciales entre les distributeurs et les transformateurs prennent davantage en compte le prix de revient du lait à la production. Selon l'observatoire du CNIEL, il est estimé à 380 €/1 000 l en plaine pour rémunérer le travail non salarié à hauteur de 2 SMIC ; soit 20 € de plus que le prix moyen du lait conventionnel (hors SIQO) payé aux éleveurs en 2019 d'après l'enquête mensuelle laitières de FranceAgriMer.



Le prix moyen cache des écarts croissants entre les laiteries. Selon l'observatoire de *L'Éleveur laitier*, le prix du lait (composition 42/33, qualité super A, primes et ristournes comprises) payé aux livreurs en 2019 se situe entre 353 € et 407 €/1 000 l en moyenne annuelle.

La collecte européenne progresse en décembre et sur l'année 2019

La collecte de l'UE-28 termine 2019 en beauté. Après avoir subi un trou d'air au printemps, elle renoué avec la croissance au 2nd semestre. Sur l'ensemble de l'année, elle a progressé de 0,7% à 157,6 MT. Les dynamiques propres à chaque pays ont toutefois été d'une grande hétérogénéité.



Nette reprise en Allemagne, en France et aux Pays-Bas

En décembre 2019, la collecte laitière de l'UE-28 a tout juste atteint 12,7 MT, en hausse de 1,3% /2018 (+163 000 t). Les Pays-Bas ont constitué l'exemple le plus marquant de regain de dynamisme parmi les pays membres en cette fin 2019. Avec 1,17 MT collectés sur le dernier mois de l'année, le pays enregistre une hausse de 3,4% (+41 000 t) d'une année sur l'autre malgré des prix à première vue peu incitatifs sur le dernier trimestre dans son ensemble (-19 € /2018). Il est toutefois à noter un prix sur le mois de décembre en hausse par rapport aux derniers mois : il n'était ainsi inférieur à celui de l'an passé que de 8€, à comparer aux -33€ et -18€ connus sur octobre et novembre. Malgré ce rebond, la collecte annuelle des Pays-Bas a vu sa collecte reculer sur 2019 (-0,7% /2018) et sont l'un des principaux pays en recul sur l'ensemble de l'année. La France a connu une évolution similaire : malgré une hausse en décembre (+23 000 t sur décembre, soit +1,1%) et sur le second semestre (+0,8%), elle termine l'année en recul de -0,2% /2018.

L'Allemagne a également été un contributeur important de la hausse de la collecte européenne en décembre (+37 000 t soit +1,4% /2018). Son regain de dynamisme est à l'œuvre depuis août, malgré des prix aux producteurs moins incitatifs que l'année passée (-19 € /1 000 litres sur le dernier trimestre à 313 € /1 000 litres au standard 38/32 ; -12 € sur décembre). En somme sur l'année, la collecte allemande dépasse tout juste son niveau de 2018 (+31 000 t soit +0,1%).

Parmi les autres pays ayant pris part à cette croissance, on retrouve l'Espagne (+26 000 t ; +4,3%), la Pologne (+18 000 t ; +1,8%) ou encore l'Italie (+17 000 t ; +1,7%).

Recul dans les îles britanniques après un très bon 1^{er} semestre

A l'inverse, l'Irlande et le Royaume-Uni enregistrent un recul de leur collecte en décembre (respectivement -8% et -2% /2018), comme tout au long du dernier trimestre. Les prix en recul sur la fin d'année en comparaison de l'année 2018 ont été moins incitatifs, ainsi qu'ont pu l'être les incertitudes liées au Brexit. Sur l'ensemble de l'année, leur 1^{er} semestre particulièrement dynamique leur permettent cependant d'être les deux principaux contributeurs à la hausse de la collecte de l'UE-28 sur l'ensemble de l'année (+423 000 t et +240 000 tonnes, soit 65% de la hausse enregistrée par l'UE-28 à eux deux), devançant la Pologne et ses +229 000 tonnes.

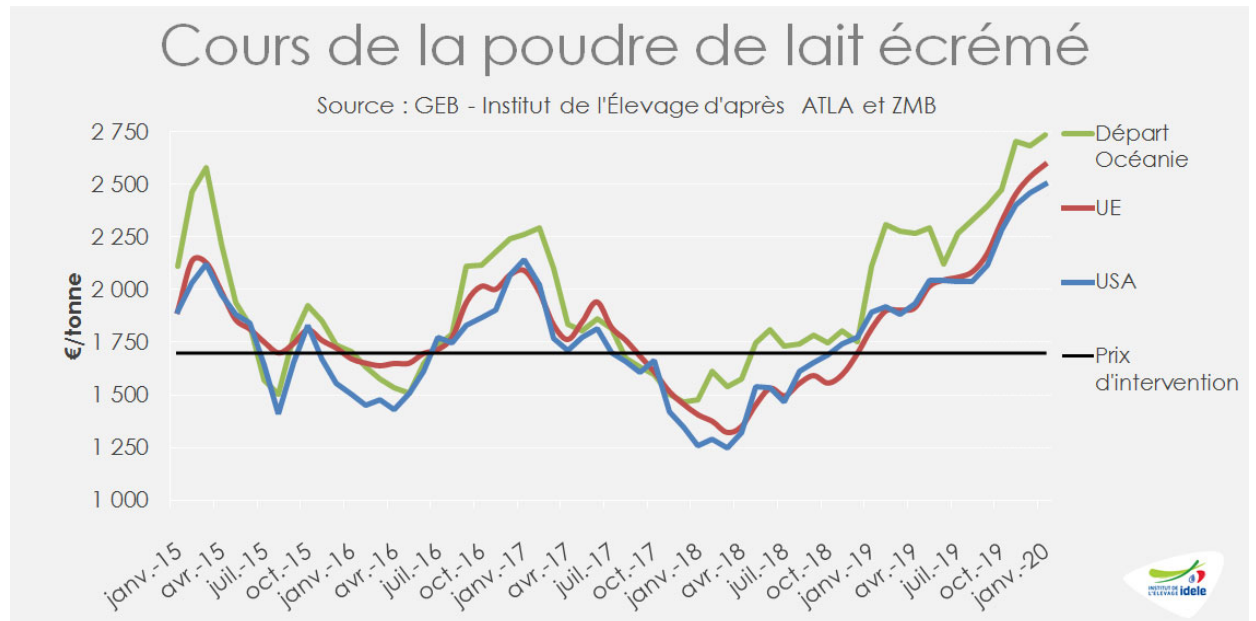
Plus au nord, la collecte danoise termine l'année à la peine, enchaînant 8 mois consécutifs de recul d'une année sur l'autre. Pour autant, grâce à un premier quadrimestre relativement dynamique (+2,1% /2018), la collecte annuelle est stable d'une année sur l'autre à 2 300 t près.

Un marché bien orienté mais sous la menace du coronavirus

La reprise de la production laitière dans les principaux bassins d'exportation en décembre (+0,9% /2018) permet de satisfaire une demande mondiale dynamique et freine la hausse des cours. Mais les mesures prises par les autorités chinoises depuis fin janvier pour contenir la dispersion du coronavirus pourraient avoir des conséquences sur la demande et les achats du pays, 1^{er} importateur mondial de produits laitiers.

Poudre maigre : ralentissement de la hausse des cours mais des stocks très réduits

Les cours de la poudre maigre ont poursuivi leur hausse en janvier, mais à un rythme ralenti. A 2 670 €/t début février, la cotation ATLA progresse de 1% en 5 semaines et se situe 36% au-dessus de son niveau de 2019. En Europe également la progression a été freinée, avec en janvier une hausse de 1% d'un mois sur l'autre du cours départ Europe de l'Ouest, à 2 624 €/t (+33% /2019).



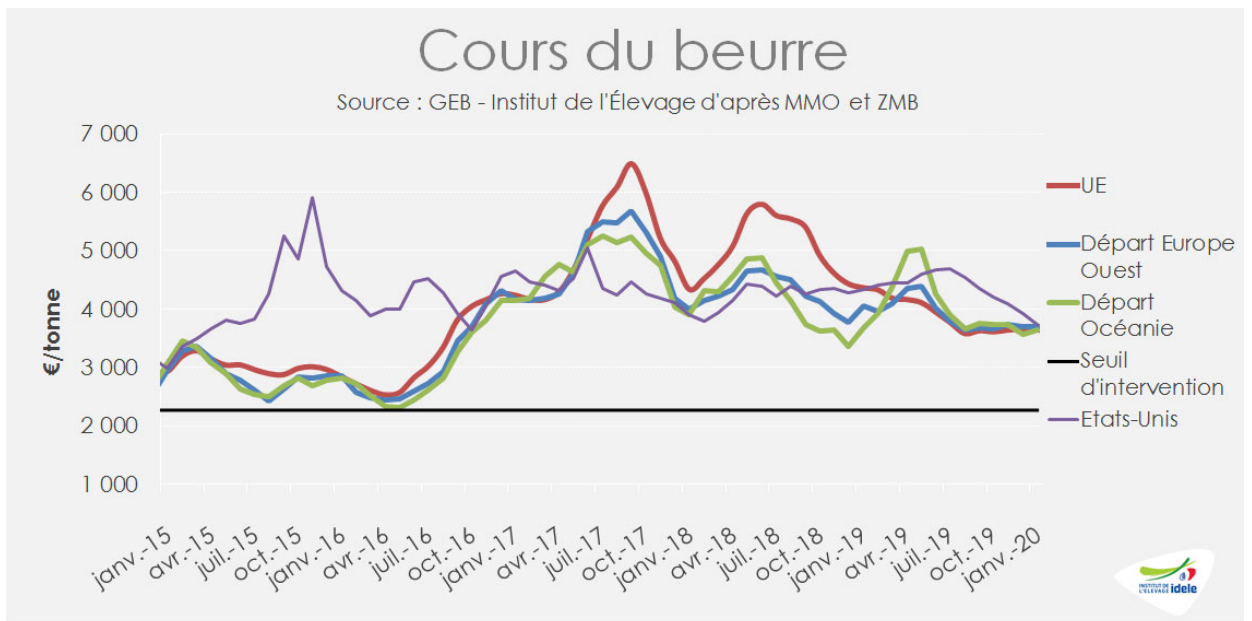
La progression de la production laitière dans les bassins exportateurs ne semble pas suffisante pour satisfaire la demande sur le marché mondial.. Les fabrications européennes de poudre maigre aurait même diminué de 1,5% /2018 sur les mois de septembre à octobre et les exportations ont reculé sur les deux derniers mois de l'année 2019, par rapport aux volumes record enregistrés fin 2018. Sur l'année, les envois progressent cependant de 18% /2018, la hausse vers l'Asie (Chine, Indonésie, Philippines) permettant d'effacer le fort recul enregistré vers l'Algérie (-31%).

Les exportations étatsuniennes se sont envolées au dernier trimestre 2019 (+31% /2018 et +25%/2017), mais sur l'année elles demeurent inférieures de 2% à celles de 2018.

L'offre sera également limitée dans les mois à venir par des stocks réduits. Dans l'UE-28, fin novembre 2019, les stocks seraient descendus à 134 000 t d'après ATLA, soit pratiquement le niveau plancher de 120 000 t considéré comme le stock outil minimal en Europe. Aux Etats-Unis, les exportations dynamiques au dernier trimestre ont vidé une partie des stocks qui affichent, à 112 000 t fin décembre, le niveau le plus bas à cette période depuis 2017.

Beurre : stabilisation et convergence des cours

Les cours du beurre des principaux exportateurs sont demeurés quasi stables en janvier et ont convergé vers les 3 600 €/t. La cotation ALTLA du beurre spot a varié de 100 €/t sur les 5 premières semaines de l'année pour afficher début février le même niveau que début janvier (3 600 €/t, -20% /2019). Le cours européen est resté stable autour de 3 650 €/t (-17% /2019) et le néozélandais a rebondi de 2% à 3 641 €/t, après un recul ponctuel en décembre 2019. A 3 736 €/t en janvier, les cours étatsuniens poursuivent leur recul entamé en juillet 2019 (-20% sur 6 mois) pour rejoindre les niveaux des produits européens et océaniques.



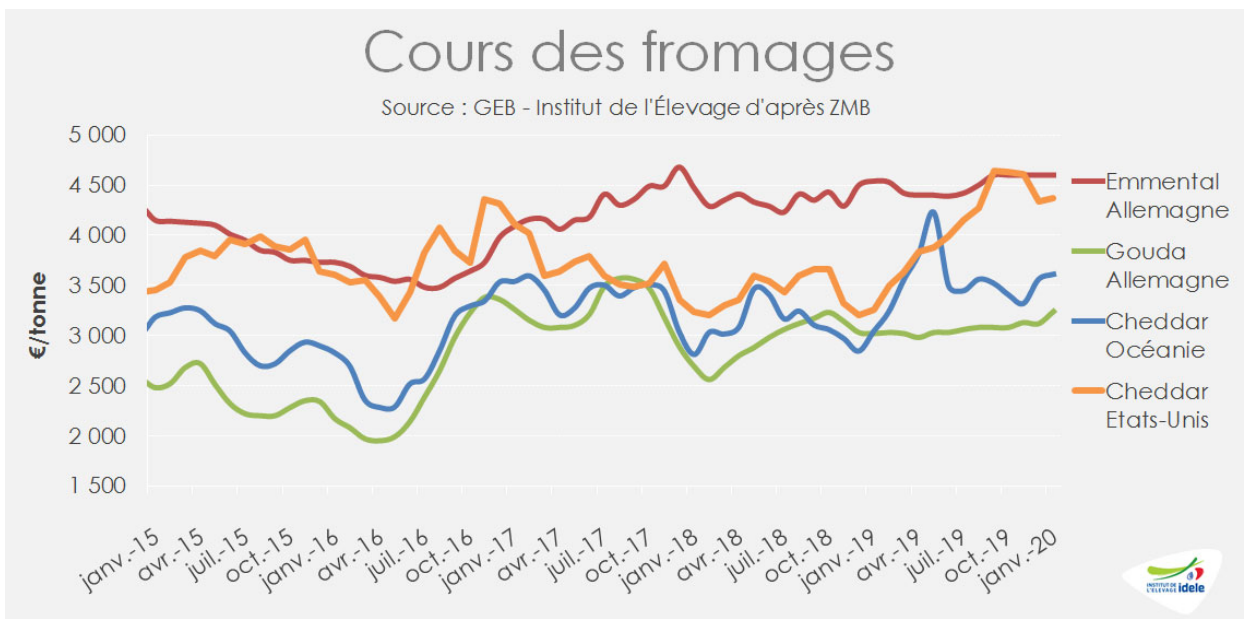
Les productions de beurre demeurent dynamiques à travers le monde. En Europe, elles ont progressé de 2,6% /2018 sur les 11 premiers mois, étant tirées par la demande internationale, la consommation intérieure demeurant stable. Les envois vers les pays tiers ont progressé de 37% /2018, avec de fortes progressions vers les États-Unis, les Émirats Arabes Unis, le Japon et la Chine. Les industriels ont puisé dans les stocks au cours de l'automne, qui sont revenus à des niveaux plus conformes à la période après une hausse en début d'année.

Aux États-Unis, la production de beurre enregistre une hausse de 5% /2018 au dernier trimestre 2019 et 0,8% /2018 sur l'année. Les stocks en fin d'année atteignent des niveaux historiques (+6% /2018 et +13% /2017). En Nouvelle-Zélande, la fin de l'année correspond au pic des fabrications de beurre, ensuite stockées pour être vendues pendant le creux de production laitière.

Fromages : fermeté des cours

En Europe, le cours de l'emmental allemand (peu échangé sur le marché international) s'est stabilisé depuis septembre 2019 à 4 600 €/t, son niveau le plus élevé depuis fin 2017. Le prix du gouda allemand a bondi de 4% d'un mois sur l'autre en janvier 2020, à 3 240 €/t, un cours plus atteint depuis l'automne 2017.

Après un recul entamé en septembre, le cheddar étatsunien a légèrement rebondi en janvier (+1% d'un mois sur l'autre) et affiche toujours un niveau très élevé (4 366 €/t, +34% /2019). Les stocks de fromages type américain étaient fin 2019, 7% inférieurs à leur niveau de fin 2018 et affichaient le plus faible volume depuis début 2018. Les fabrications de cheddar ont été cependant relancées fin 2019 pour satisfaire la demande nationale comme l'exportation. Le cours du cheddar océanique, plus compétitif que l'étatsunien, poursuit sa hausse, même si le rythme s'est ralenti en janvier (+1% d'un mois sur l'autre à 3 611 €/t).



Ainsi, sur l'année 2019, les exportations étatsuniennes de fromages ont progressé de 4% /2018 et les envois néozélandais affichent une hausse de 8%. Les exportations européennes ont été très dynamiques au second semestre (+10% /2018) et ont plus que compensé un début d'année morose, pour une progression sur l'année de 6% /2018.

Des conséquences du coronavirus sur le commerce mondial encore difficiles à mesurer

L'épidémie qui touche la Chine depuis la fin de l'année 2019, pourrait, outre le bilan humain, avoir des répercussions sur le secteur laitier et déstabiliser les marchés.

Après une année 2019 dynamique où la production laitière chinoise a officiellement progressé de 4% pour atteindre 32 millions de tonnes, tirée par des prix élevés qui ont atteint les 0,5 €/litre, le secteur laitier chinois se retrouve à des degrés divers touché par cette crise.

Si la situation est loin d'être uniforme, un certain nombre d'éleveurs subit les conséquences des blocages routiers mis en place dans l'objectif d'enrayer la propagation du virus. L'approvisionnement en alimentation animale et la livraison peuvent ainsi être freinés ou interrompus, malgré les appels du gouvernement central à ne pas entraver la circulation des véhicules transportant des produits alimentaires, des animaux ou de l'alimentation animale.

Déjà affectée par la prolongation des vacances (écoles et cantines fermées), la consommation de produits laitiers subit maintenant les mesures de confinement dans certaines zones, les sorties limitées des habitants dans le reste du pays et le nombre réduit de touristes et d'hommes d'affaires. Si les achats des ménages, sur internet et dans les magasins seraient peu impactés, la demande dans les hôtels et restaurants serait en fort repli. Compte tenu de cette baisse de consommation, le lait collecté est souvent transformé en produits stockables (lait UHT, poudres) par les transformateurs dont certains ont déjà annoncé des baisses de prix payé au producteur.

Ce recul de la demande en Chine, pourrait, s'il se prolonge, affecter les importations de produits laitiers, notamment ceux utilisés dans la restauration hors-domicile. Mais, d'un autre côté, compte tenu des difficultés pour fournir un certain nombre de produits à travers la production nationale, le gouvernement chinois a annoncé vouloir faciliter les importations de produits alimentaires pour approvisionner le pays.

Les premières conséquences de cette crise, et les incertitudes sur sa durée et son ampleur, ont été visibles lors de la dernière enchère sur la plateforme Global Dairy Trade : le 4 février 2020 le prix moyen des transactions, tous produits et échéances confondus, a baissé de 4,7% en deux semaines.

Cours de l'agneau français soutenu ce début d'année

Le cours de l'agneau français poursuit sa baisse saisonnière mais reste particulièrement élevé par rapport aux années précédentes. L'offre limitée sur le marché français, due à la fois à une production nationale peu dynamique et à de moindres importations, freine la baisse de la cotation française.

Viande ovine » France »

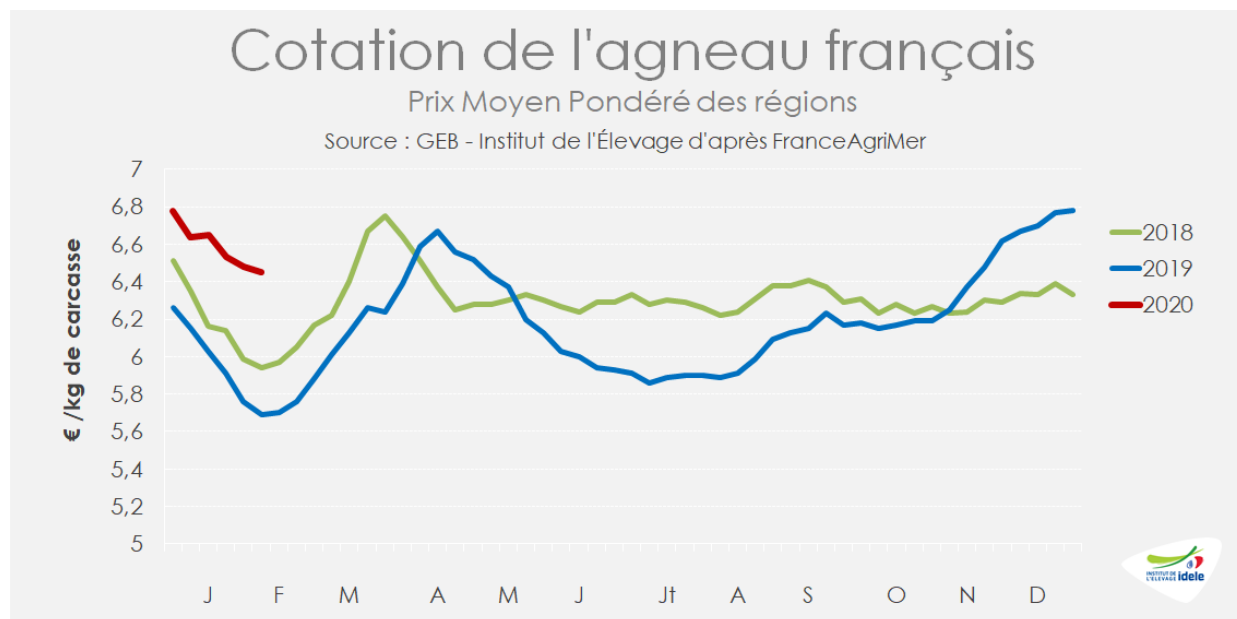
L'offre limitée freine la baisse saisonnière du cours de l'agneau

Avec une production française sans entrain et des importations de viande ovine ralenties, le cours de l'agneau français connaît une baisse saisonnière modérée et demeure à un niveau plutôt élevé.

Baisse modérée du cours de l'agneau français

Dans la même dynamique que fin 2019, le cours de l'agneau français reste particulièrement soutenu début 2020. Il subit une baisse saisonnière limitée. En moyenne plus élevée de 0,62 €/kg que l'an passé sur les six premières semaines de l'année, la cotation, à 6,45 €/kg en semaine 6 de 2020 (se terminant le 9 février), a retrouvé son niveau de 2015 à la même période.

Bien que les sorties d'agneaux issus du bassin laitier, dynamiques cette année, entraînent une baisse saisonnière de la cotation, l'offre limitée en viande ovine sur le marché français freine cette diminution. En effet, selon les professionnels, la production nationale est en retrait et les importations de viande ovine, dont la baisse perdure, ne permettent pas de combler le déficit. Mécaniquement, la cotation de l'agneau français atteint alors des niveaux importants.



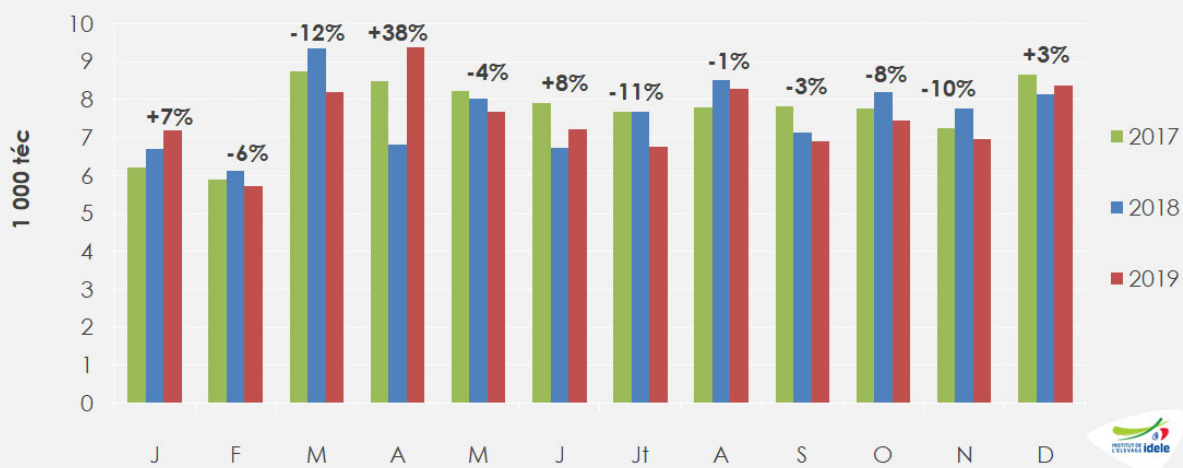
Le cours de l'agneau britannique, lui aussi soutenu, participe au maintien de la cotation française à des niveaux élevés.

Un niveau d'importations de viande ovine en baisse pour 2020

Après plus de cinq mois de baisse, les importations françaises de viande ovine ont enregistré un léger sursaut en décembre (+3% /2018). Parmi les principaux fournisseurs, seul le Royaume-Uni a moins exporté vers la France qu'en décembre 2018 (-3%). Les envois de viande ovine néozélandaise ont bondi de 11%. Ils permettent, avec des achats en hausse en provenance d'Irlande et d'Espagne, de contrebalancer le repli des envois britanniques. En janvier 2020, les importations françaises de viande ovine néozélandaise seraient restées relativement élevées, d'après les douanes néo-zélandaises de novembre.

Importations françaises de viande ovine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises



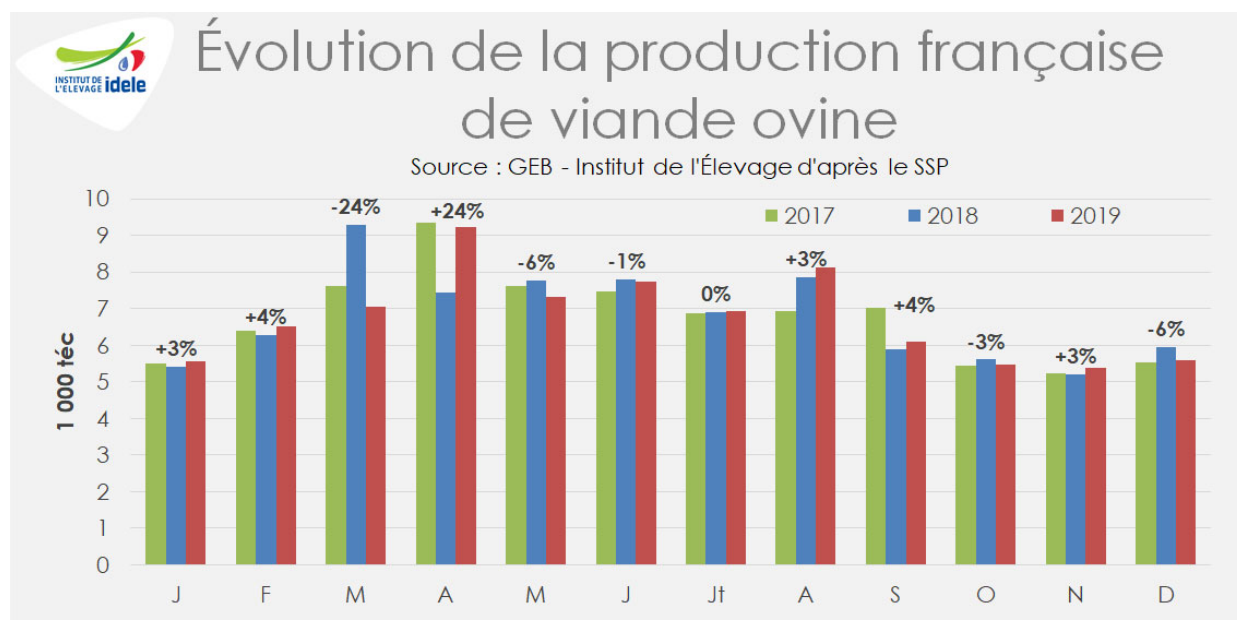
Toutefois, le niveau élevé de la cotation française laisse supposer que les importations totales de viande ovine soient restées à de bas niveaux en ce début d'année, avec des envois britanniques très probablement toujours en retrait.

Compte-tenu de l'offre européenne (et même mondiale) assez restreinte, le marché français ne devrait a priori pas crouler sous le poids de la viande importée en 2020.

La production française se replie

Après un sursaut en novembre, la production nationale a fléchi en décembre, de -6% d'une année sur l'autre, et a retrouvé le niveau de décembre 2017. Les abattages d'agneaux ont moins baissé (-3% à 268 800 têtes) que les réformes, qui suivent la tendance de l'année 2019 (-7%, à 38 500 têtes). Le poids de carcasse des agneaux a diminué en décembre (-3%, à 17 kg), tandis que les ovins adultes se sont encore alourdis (+2% /2019, à 27 kg), en lien avec des réformes en recul cette année.

Sur l'année la production française de viande ovine a légèrement baissé, de -0,5% /2018. Elle est la somme d'une production de viande d'agneau stable et de réformes en fort recul (-4%).



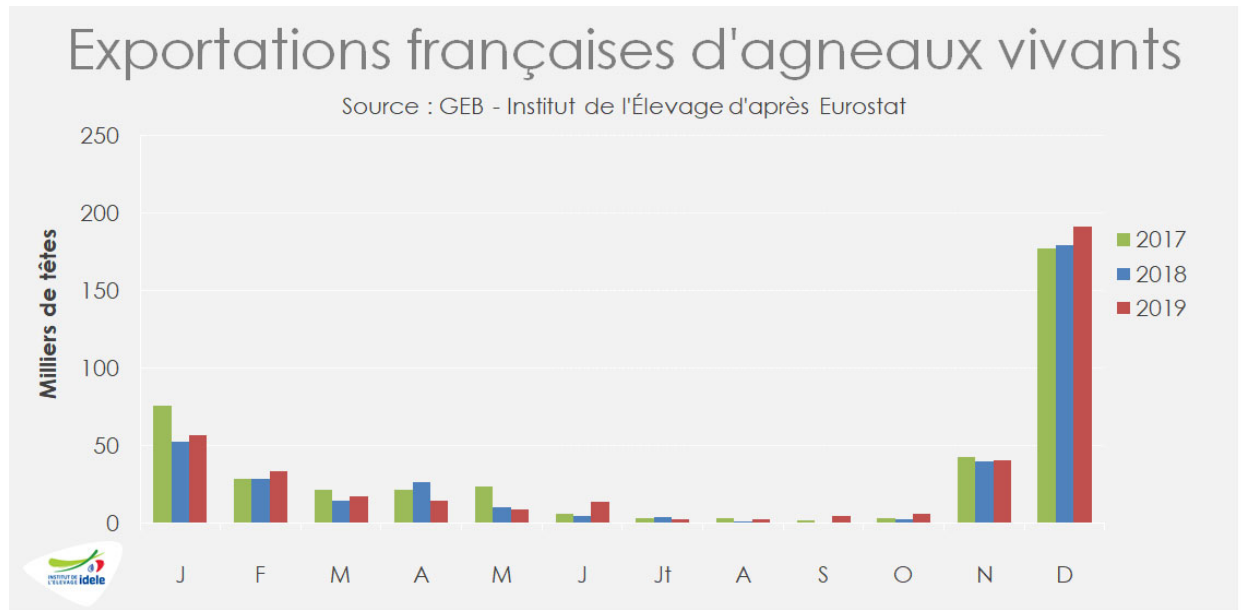
La consommation de viande ovine calculée par bilan a été stable en 2019 par rapport à 2018. En 2020, elle sera probablement orientée à la baisse, puisque l'on prévoit une diminution des importations de viande ovine et une production nationale assez peu dynamique.

Début 2020, les abattages seraient en effet déjà assez calmes selon les opérateurs, malgré des signaux incitatifs : cours prometteurs et repli des importations.

Une hausse des envois d'ovins vifs qui s'accroît en décembre

Les exportations françaises d'agneaux et surtout d'ovins adultes, déjà très dynamiques sur 11 mois, ont fortement augmenté en décembre, respectivement de +7% et +96%, soit + 11 800 et +1 030 têtes d'une année sur l'autre.

Au total, la France a exporté 67 700 ovins de plus qu'en 2018 (481 milliers de têtes en 2019), principalement vers l'Italie, où la demande a été très dynamique, et vers Israël, ouvert début 2019.



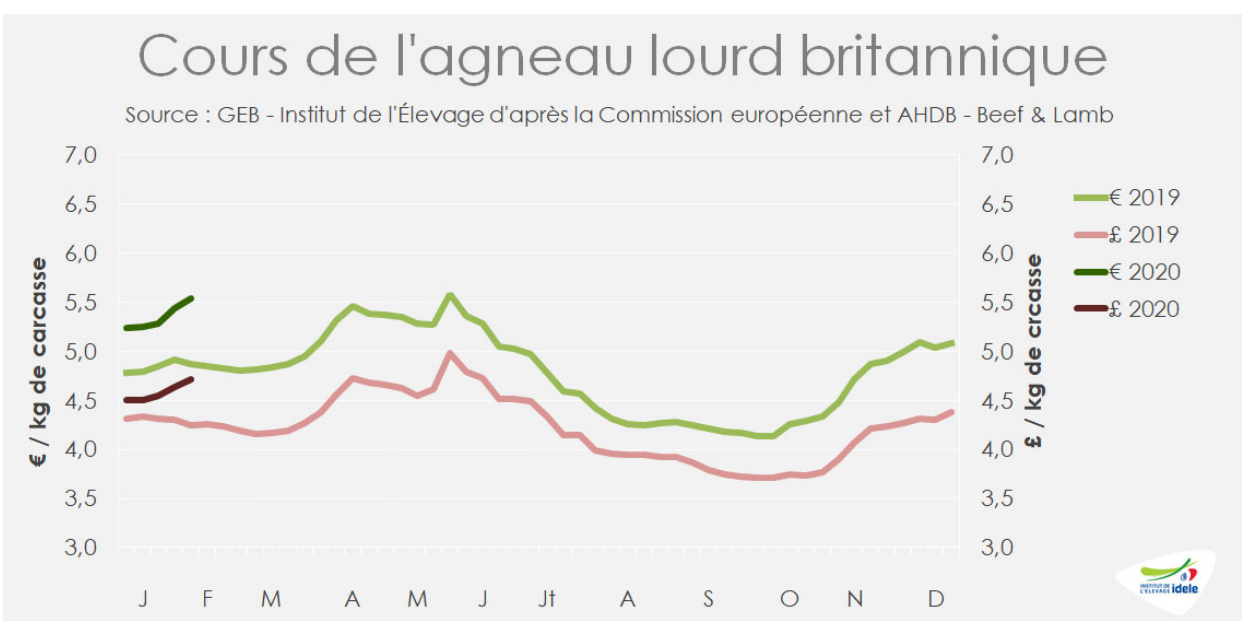
Viande ovine » UE et monde »

L'offre mondiale se contracte

Les marchés mondiaux continuent de refléter la forte demande et, parallèlement, l'approvisionnement restreint de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. En 2020 l'ampleur de la demande chinoise dépendra pour une part de l'impact de la fièvre porcine africaine et pour une autre de celui du coronavirus sur l'économie chinoise et la consommation des ménages.

ROYAUME-UNI : la cotation de l'agneau britannique se maintient à un niveau élevé

Après des abattages et des exportations importants l'an passé, à partir de mai, le **Royaume-Uni** retrouve un marché plus calme fin 2019/début 2020. Ce dynamisme n'a toutefois pas été sans conséquence puisque les effectifs d'ovins ont baissé et que le disponible actuel ne permet plus d'accroître les envois. Parallèlement, les importations britanniques de viande ovine continuent de diminuer, suite au désintérêt croissant de la Nouvelle-Zélande pour le marché européen, au profit de la Chine, commercialement plus attractive.



Sur les cinq premières semaines de 2020, les abattages d'ovins au Royaume-Uni sont en hausse de +3% par rapport à l'an passé.

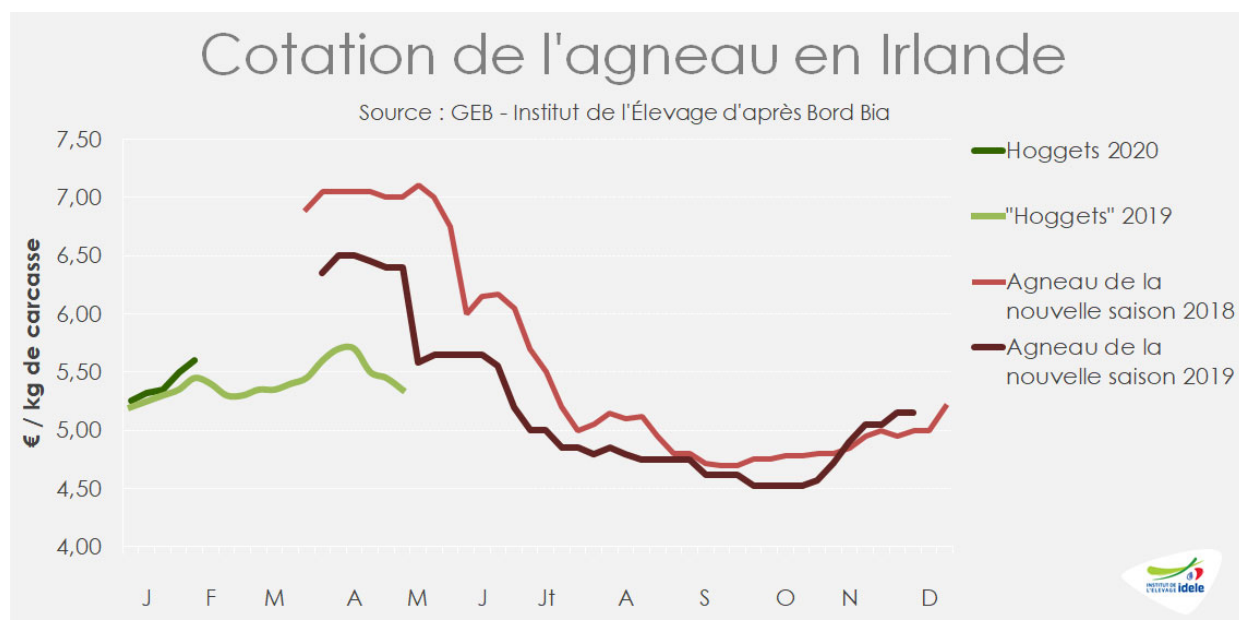
A l'approche de Pâques, l'inquiétude gagne les opérateurs : Vont-ils réussir à satisfaire la demande nationale ? Les contrats pour la période de Pâques sont souvent signés plus de six mois à l'avance avec la Nouvelle-Zélande. Pour la suite, l'avenir est plutôt sombre pour l'approvisionnement britannique. La Nouvelle-Zélande assure en temps normal plus de 70% des importations.

Autre élément essentiel : le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne le 31 janvier 2020, mais reste soumis à la réglementation européenne jusqu'au 31 décembre 2020. Pour la suite, le Royaume-Uni, qui importe beaucoup du continent, a intérêt à négocier avec l'UE un accord de libre-échange ou a minima des tarifs douaniers faibles. La viande ovine va être l'un des produits sensibles dans les négociations avec Bruxelles.

IRLANDE : le cours du « Hogget » a entamé sa hausse saisonnière

Début 2020, la cotation de l'agneau irlandais âgé de 12 à 24 mois, appelé « Hogget », connaît une hausse saisonnière légèrement plus prononcée que l'an dernier, sous l'effet d'abattages limités (+0,08 €/kg en moyenne sur six semaines).

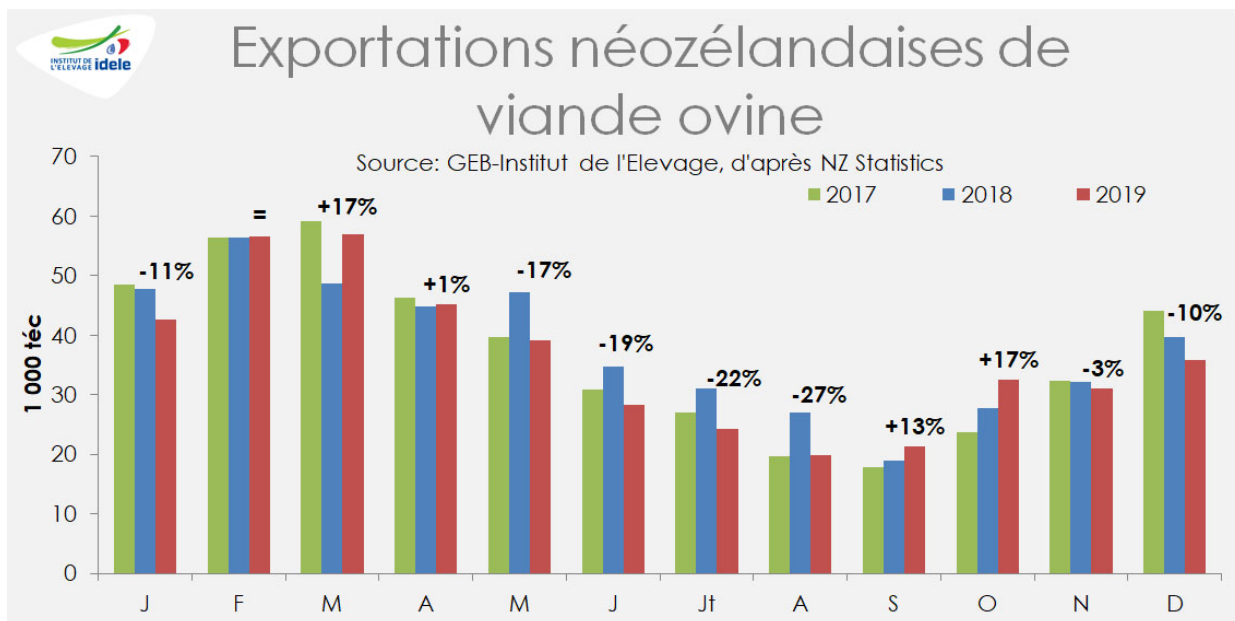
Les abattages sont toutefois supérieurs à ceux de l'an passé, alors exceptionnellement bas suite à des problèmes de reproduction début 2018. Si on compare les abattages début 2020 à ceux de 2018 à la même époque, ils sont en légère baisse, de -1% pour les agneaux, et de -12% pour les réformes, sur les cinq premières semaines.



Compte-tenu, entre autres, du recul des effectifs d'ovins en 2019, la production de viande ovine irlandaise devrait au mieux se maintenir en 2020, selon les experts de *Bord Bia*.

NOUVELLE-ZÉLANDE : toujours plus de demande face à une offre qui recule

Le cheptel néozélandais a continué de décroître en 2019. Selon le dernier rapport de *Beef and Lamb New Zealand*, cette baisse des effectifs est principalement attribuable à la contraction du cheptel de reproductrices et des agnelages. En effet, on constate au printemps 2019 un repli du nombre d'agneaux recensés (-2,4% soit -552 000 têtes) et du nombre de brebis reproductrices (-1,1%) comparativement au printemps 2018.



En décembre, la production néozélandaise de viande ovine a enregistré une hausse, de +4% /2018, due essentiellement à des abattages d'agneaux en forte hausse (+8%, à 1 792 000 têtes), les réformes ayant faiblement reculé (-1%, à 602 900 têtes). Parallèlement, la baisse des exportations s'est accentuée, atteignant -10% /2018, essentiellement vers l'UE (-14%), celles vers la Chine ayant marqué le pas (-1%).

Pour 2020, les envois néozélandais, qui vont se restreindre conjointement aux effectifs, pourraient encore davantage progresser vers la Chine, dont la demande ne se dément pas. En effet, la situation extrêmement complexe en Australie risque fort d'impacter négativement ses envois de viande ovine, dont une bonne part est vendue en Chine. L'épidémie récente mais extrêmement virulente du coronavirus pourrait à l'inverse freiner la demande chinoise en viande océanienne, si elle se prolongeait.

AUSTRALIE : le cheptel ovien atteint un creux record en 2019

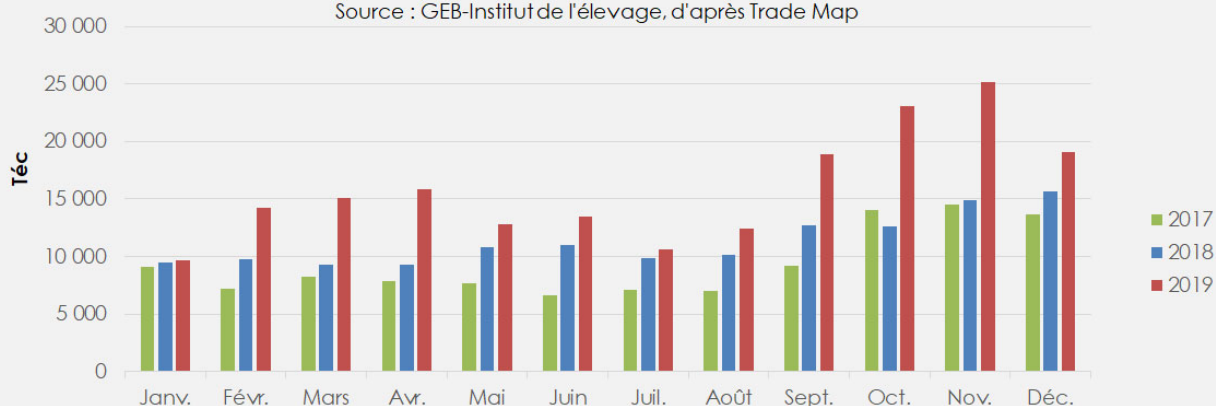
Début 2020, l'Australie a subi des incendies exceptionnels, d'une force inouïe, qui ont détruit plus de 10 millions d'hectares. Plus de 100 000 ovins auraient péri dans les flammes, mais le bilan exact n'est pas encore établi. Environ 13 % du cheptel ovien du pays se trouve dans des régions qui ont été considérablement touchées par des incendies, et 17% dans des régions partiellement touchées, selon *Meat & Livestock Australia (MLA)*.

Ces incendies ont exacerbé la pénurie de disponibilités provoquées par des années de sécheresse. Les cours de la viande ovine en 2019 ont grimpé de près de 50% d'une année sur l'autre, dans un contexte de hausse de la demande chinoise (besoins en protéines animales suite à la fièvre porcine africaine).

En 2019, le cheptel ovien australien a atteint son plus bas niveau depuis plus d'un siècle et la production de viande ovine australienne a baissé de 3% d'une année sur l'autre : la hausse des poids carcasse n'a que faiblement compensé la chute des abattages d'agneaux (-6%) et de réformes (-7%).

Exportations australiennes de viande ovine vers la Chine

Source : GEB-Institut de l'élevage, d'après Trade Map



En 2019, les exportations australiennes de viande ovine ont augmenté de 6% /2018, principalement vers la Chine (+42%) et secondairement vers les États-Unis (+3%).

Pour 2020, *MLA* prévoit une diminution du nombre d'agneaux abattus, mais une possible stabilisation de la production australienne grâce à leur alourdissement, les prix pouvant inciter les éleveurs à davantage compléter les rations. En revanche, dans un objectif de reconstitution du cheptel reproducteur, les réformes seraient ralenties et les agnelles gardées pour la reproduction seraient plus nombreuses selon le *MLA*.

Hausse des prix du lait de chèvre

Le prix du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 4^{ème} trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de la composition. Il est resté élevé au regard des prix pratiqués aux Pays-Bas et en Espagne, même si cet écart s'est réduit. Malgré l'évolution du prix du lait, la hausse des charges en élevage a probablement rogné la marge des éleveurs caprins.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Légère progression du prix de lait de chèvre

Le prix du lait de chèvre a connu une nouvelle progression au 4^{ème} trimestre, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de la composition. Il est resté élevé au regard des prix pratiqués aux Pays-Bas et en Espagne, même si cet écart s'est réduit. Malgré l'évolution du prix, la hausse des charges en élevage a probablement rogné la marge des éleveurs caprins.

Hausse du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 750 € les 1 000 litres au 4^{ème} trimestre, soit une progression de près de 10 € d'une année sur l'autre (+1,3%). La moyenne annuelle du prix de base a pour sa part progressé de 1% par rapport à 2018, atteignant les 658 € pour 1 000 litres.

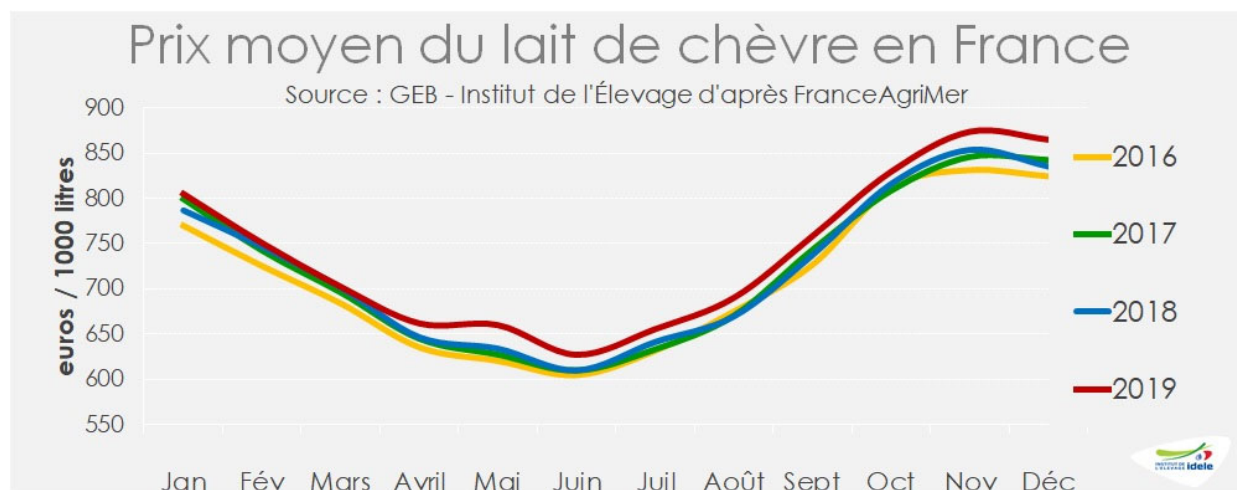
Au 4^{ème} trimestre, c'est dans le bassin du Sud-est que l'on pratique le prix de base le plus élevé (775 €/1 000 litres, soit +0,9% /2018), suivi par le Centre (764 €/1 000 litres, soit +1,1% /2018). Les bassins du Centre-ouest et du Sud-ouest ont en revanche bénéficié d'une progression plus élevée du prix de base, atteignant respectivement 741 €/1 000 litres (+1,3%/2018) et 760 €/1 000 litres (+1,5%/2018).

Ralentissement de la hausse des taux

L'amélioration de la composition du lait de chèvre ralentit. Les taux ont en effet évolué très positivement en début d'année, dans toutes les régions. Au 3^{ème} trimestre, le taux butyreux avait gagné 0,3 g/l et le taux protéique 0,4 g/l par rapport aux niveaux de 2018. Cependant, le 4^{ème} trimestre signe la fin de cette lancée : le taux butyreux n'a pas évolué par rapport à la même période en 2018, et s'élève désormais à 41,8 g/l, alors que le taux protéique a gagné 0,1 g/l, pour atteindre 36,7 g/l. Ce ralentissement de la progression de la composition au 4^{ème} trimestre concerne le Centre, le Centre-ouest et le Sud-ouest, tandis que le Sud-est affiche même une régression de la composition du lait (-0,1 g/l pour le TB et le TP).

La moyenne annuelle nationale reste toutefois en progression par rapport à 2018, le taux butyreux s'est établi à 39 g/l, en progression de 0,4 g/l. Le taux protéique a pour sa part grimpé de 0,4 g/l dans toutes les régions, atteignant 34,3 g/l (moyenne nationale).

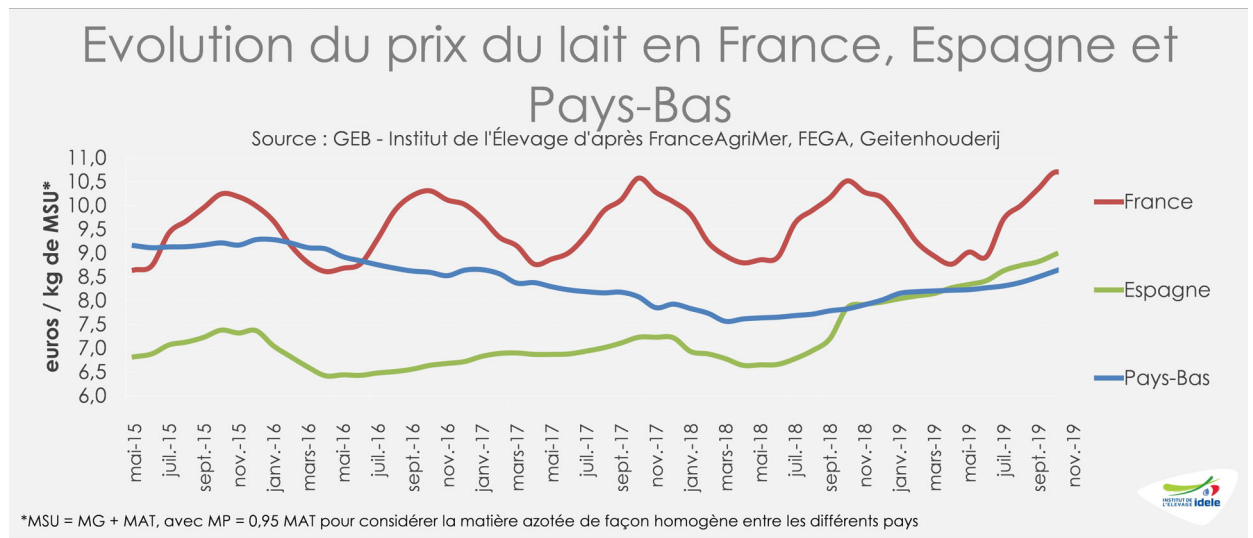
Progression des prix moyens



Au 4^{ème} trimestre, le prix du lait de chèvre payé aux producteurs a progressé de près 13 euros par rapport à 2018, à 848 €/1 000 litres (+1,7% /2018). L'évolution de la composition du lait et la révision à la hausse du prix de base sont logiquement à l'origine de cette progression. D'autant plus que les modifications des grilles de paiement appliquées par certaines entreprises boostent les prix de fin d'année, période de taux élevés.

Sur l'année 2019, le prix moyen a progressé de 14 €, à 720 €/1 000 litres (1,9% /2018). Le lait de chèvre a été mieux payé dans la région Centre où la part de lait AOP est la plus élevée, à 758 €/ 1 000 litres, contre 716 € pour le Centre-Ouest.

Les prix en Espagne et aux Pays-Bas toujours à la hausse

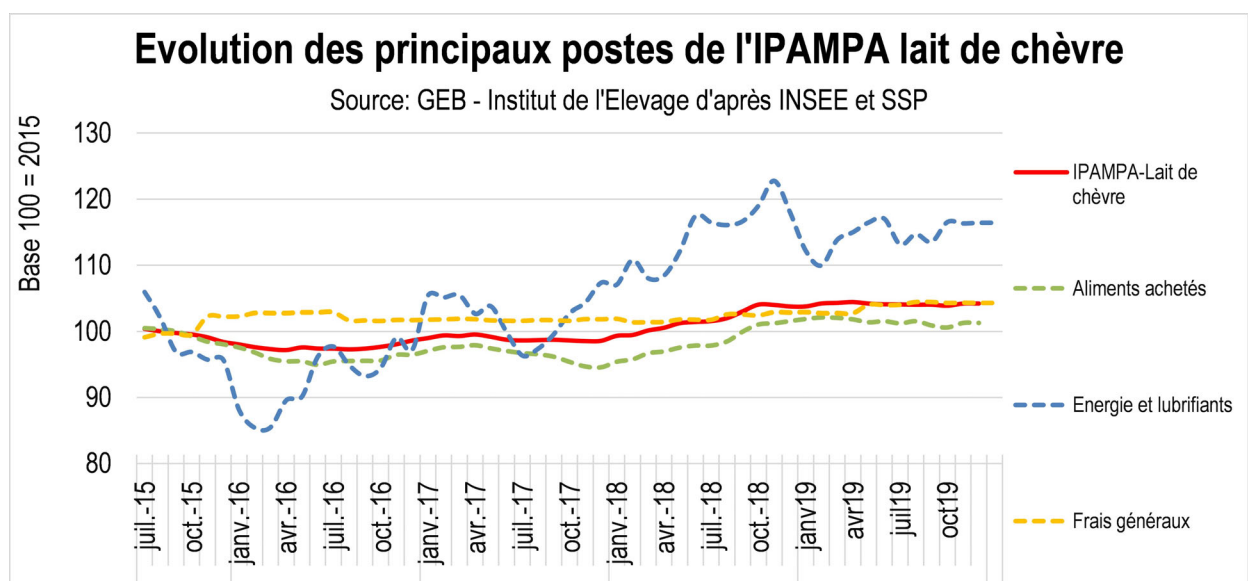


La tendance haussière n'est pas exclusive à la France. Dans un contexte de baisse d'approvisionnement du marché français (qui affiche une baisse cumulée à novembre de 38% d'importations et 8% de fourniture par rapport aux niveaux de 2018), les collecteurs de nos pays voisins ont dû réviser leur prix d'achat du lait de chèvre. Les prix n'ont cessé d'augmenter depuis fin 2018 pour les deux pays, et le prix payé en Espagne, historiquement plus bas, a dépassé celui payé aux Pays-Bas en avril 2019.

En octobre 2019, les laiteries espagnoles ont payé 8,98 €/kg de MSU (+14% /2018), tandis que les néerlandaises payaient 8,63 €/kg de MSU (+10% /2018). Ainsi, le prix espagnol était 4% supérieur au prix néerlandais et 16% inférieur au français.

La hausse du prix des charges gomme celle du prix du lait

L'année 2019 a de nouveau été marquée par la hausse des charges en élevage. A l'indice 104,1 en moyenne sur l'année (base 100 = 2015), l'IPAMPA a bondi de +2,3% d'une année sur l'autre. L'alimentation achetée, principal poste de charge en élevage caprin (50% des charges indicées), a augmenté de 3,2% en 2019. Le poste des engrais et amendements (6% des charges indicées) a quant à lui bondi de près de 4% d'une année sur l'autre, dans le sillage du cours du pétrole.



Où va le bœuf ? Vers davantage de restauration hors domicile et toujours plus de transformation



La GMS a perdu des parts de marché, mais reste le premier débouché pour la viande bovine (hors veau) sur le marché français, avec 49% des volumes totaux (produits en France et importés), auxquels il faut ajouter 12% valorisés par l'industrie des plats préparés qui sont majoritairement commercialisés en GMS. La boucherie traditionnelle a commercialisé 11% des volumes en 2017, contre 15% en 2014. En parallèle, la vente directe des éleveurs aux consommateurs a été estimée, pour la première fois lors de cette étude, à 41 000 téc, soit 3% des volumes disponibles. Mais la consommation de viande de bœuf se fait de plus en plus hors domicile. Ainsi, la RHD a écoulé 24% des volumes en 2017 et continue de gagner des parts de marché.

La viande bio qui représente 1,8% des volumes produits en 2017 (+47% en 3 ans), a un profil de débouchés différent : 62% en GMS, 13% en boucherie traditionnelle, 10% en magasins spécialisés, 8% en vente directe et 7% en RHD.

La production de viande sous signes officiels de qualité (label rouge, IGP et AOP) avait progressé de 2% entre 2014 et 2017 et ne représentait alors que 1,6% des volumes de gros bovins produits. Elle devrait bénéficier d'un coup d'accélérateur en 2019-2020 avec la mise en œuvre du plan de filière d'Interbev et la promotion auprès des distributeurs et consommateurs. Le premier débouché de la viande sous SIQO reste la boucherie traditionnelle (56% en 2017), suivi de la GMS (40%) et de la restauration (4%).

Le haché continue de progresser. Outre les 12% de viande ingrédient pour les plats préparés industriels, on estime que 45% des volumes mis en œuvre pour le marché français ont été commercialisés en haché ou autres élaborés. En 2017, la part du bœuf piécé ne représentait ainsi plus que 43% des volumes disponibles en France. Cette évolution vers plus de haché, bien qu'il soit de plus en plus segmenté, pose la question de la valorisation de la carcasse.

Le *burger* a depuis quelques années totalement changé d'image. Il n'est plus du tout synonyme de malbouffe et garnit à présent les cartes de la restauration traditionnelle, même haut de gamme. Il permet aux chefs d'exprimer leur créativité et d'assouvir la demande croissante des consommateurs de toutes générations. Le boum du burger élaboré à base de viande fraîche a conduit la restauration à valoriser beaucoup plus de viande française. Par ailleurs, la restauration collective, et notamment scolaire, a renationalisé une partie de ses approvisionnements. Globalement, le secteur de la RHD n'a utilisé dans ses approvisionnements que 52% de viande importée, contre 67% en 2014. Dans l'ensemble, l'approvisionnement du marché français en viande d'import est passé de 25% en 2014 à 22% en 2017, un réajustement permis aussi par la hausse des abattages français de femelles en 2017.